



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Samedi 1^{er} juillet.

57 ans d'indépendance de la RDC : des ONG dressent un bilan négatif. La RDC a exceptionnellement célébré pour cette année 2017 ses 57 ans d'indépendance dans la méditation. Dans presque toutes les provinces, cette recommandation du chef de l'Etat a été suivie. En 57 ans d'indépendance, le bilan de la gestion du pays sur le plan agricole est négatif, selon l'ONG « Mama Espoir du Congo » basée à Lubumbashi. D'après Jean Musanga Mpiri, président de cette ONG, le pays importe la quasi-totalité des produits vivriers. Au Sud-Kivu, la Synergie de parents d'élèves et étudiants du Congo et le SYECO parlent de l'incapacité pour la République de prendre en charge la scolarité des enfants pendant toutes ces années. Les deux organisations invitent par conséquent les parents à cesser la prise en charge des enseignants à travers la prime. A Bukavu, l'Eglise catholique, regrette que la célébration de la fête du 30 juin dans le pays se passe sans des manifestations de réjouissances populaires. Monseigneur François Xavier Maroy appelle tous les chrétiens à prendre conscience de leur responsabilité face à la crise qui secoue actuellement la RDC et qui entrave sa marche vers le progrès. A Mbandaka, l'association des jeunes dénommée «Collectif d'action de la société civile pour la non-violence» a organisé une marche pacifique pour interpeler la classe politique au pouvoir. Dans leur message, ces jeunes affirment que le pays va mal, la crise politique perdure, malgré de nombreux appels à l'organisation des élections, tant du peuple à travers la société civile que de la communauté internationale. Par ailleurs, à Kinshasa, le Collectif d'action de la société civile (CASC) a dénoncé des arrestations pendant cette journée de ses membres qui voulaient assister à une conférence publique.

La RDC et l'Ouganda appelées à délimiter leur frontière sur le lac Edouard. Des associations des pêcheurs de la RDC et de l'Ouganda recommandent à leurs gouvernements respectifs de délimiter la frontière existant entre les deux pays sur le lac Edouard. L'application de cette recommandation permettra de mettre fin aux cas récurrents d'arrestation, par des forces de l'ordre des deux pays, des pêcheurs opérant sur le lac Edouard. Cette recommandation ressort de l'atelier sur la gestion transfrontalière durable des ressources halieutiques du lac Edouard organisé du 28 au 29 juin dans la ville ougandaise de Kasese par les associations des pêcheurs de deux pays.

RDC : la fin de l'épidémie d'Ebola déclarée à Likati. Le ministre de la santé publique Oly Ilunga Kalenga a déclaré ce samedi 1 juillet la fin de l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui a affecté la zone de santé de Likati (Bas-Uele) depuis mai 201. Depuis le 2 juin 2017, aucun autre nouveau cas confirmé de fièvre hémorragique à virus Ebola n'a été

enregistré dans la province du Bas-Uele. Et une période de 42 jours sans aucun nouveau cas a été observé avant la déclaration de la fin de cette épidémie, a expliqué à la presse le ministre de la santé. **Bilan.** D'après le ministre, l'épidémie de la fièvre hémorragique à virus Ebola qui s'est déclarée le 11 mai 2017 à Likati a occasionné le décès de 4 personnes sur les 5 cas qui ont été confirmés. Les 583 personnes recensées qui ont été en contact avec des cas suspects ont été testées négatifs, a relevé le ministre dans sa déclaration.

Kabare: manifestations des prisonniers pour réclamer la nourriture. Des détenus de la prison centrale de Kabare (Sud-Kivu) ont manifesté vendredi 30 juin dans la soirée pour réclamer leur nourriture. D'après des sources locales, les détenus ont passé trois jours sans manger à cause de la rupture de leurs stocks de nourritures.

Mambasa: des villages vidés de leurs habitants suite à l'insécurité. Plusieurs habitants des localités Mapimbi, Makakwa et Makele, situées dans le groupement Bambole en territoire de Mambasa (Ituri) abandonnent depuis vendredi 30 juin leurs maisons et se dirigent pour la plupart vers des villages du territoire voisin de Beni (Nord-Kivu). Ils fuient la recrudescence de l'insécurité provoquée par l'activisme des groupes armés, a indiqué samedi 1 juillet à Radio Okapi la Convention pour le développement des peuples forestiers (CODEPEF), une ONG de défense des droits de l'homme active dans la région.

Plusieurs localités de Fizi occupées par les Maï-Maï Yakutumba. Des combats violents se poursuivent samedi 1 juillet dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu) entre les Fardc et des Maï-Maï Yakutumba, qui ont déjà occupé plusieurs localités. L'armée annonce que ses troupes ont réussi à stabiliser toute «la zone ennemie» sur le tronçon entre le chef-lieu du territoire de Fizi et Lubondja au sud. Pendant ce temps, les autres localités dont Lulimba, Misisi et les environs, à l'extrême sud, sont encore sous le contrôle de Yakutumba. Ici, ce seigneur de guerre organise des meetings pour appeler la population au calme.

Un commandant de la police kidnappé par des miliciens à Lubero. Le commandant de la police de Kamandi a été enlevé par des combattants Maï-Maï samedi 1er juillet matin dans la localité de Kipese dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu). La psychose gagne la population locale suite à ce kidnapping. L'administrateur du territoire de Lubero, Bokele Joy qui confirme la nouvelle, indique que ces combattants ont demandé à la famille de préparer une somme de 1100 dollars pour sa libération. Selon lui, la population est terrifiée de voir un commandant de la police enlevé ainsi par ces combattants.

L'ACAJ demande l'abandon des poursuites judiciaires contre Moïse Katumbi. L'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ) demande au Procureur général de la République d'abandonner les poursuites judiciaires contre Moïse Katumbi et de libérer les autres personnes qui sont détenues à la prison centrale de Makala dans la cadre de l'affaire de recrutement des mercenaires. Selon le président de cette ONG de défense des droits de l'homme, Georges Kapiamba, ce dossier n'est rien d'autre qu'un montage politique. Un des prévenus dans l'affaire «recrutement des mercenaires», l'Américain Lewis a été relâché et est rentré dans son pays. Le 20 juin dernier, le Procureur général de la République a retiré son autorisation de sortie à Moïse Katumbi en lui reprochant de n'avoir pas respecté son devoir de réserve dans l'instruction du dossier ayant trait à l'atteinte à la sûreté de l'Etat.

Dimanche 2 juillet.

Elections en RDC : Maman Sidikou appelle la CENI à publier «un calendrier officiel et consensuel». Le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU en RDC, Maman

Sidikou invite la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) à publier un calendrier « officiel et consensuel » pour l'organisation des élections. Il exhorte aussi le gouvernement à poursuivre et assurer la mise en œuvre intégrale et rapide des mesures de décriminalisation prévues par l'Accord du 31 décembre 2016, « afin de créer l'environnement politique et les autres conditions nécessaires pour l'organisation des élections ». L'ONU rappelle que l'accord du 31 décembre constitue « la seule voie viable et pacifique pour sortir de l'impasse actuelle et pour aboutir à l'organisation d'élections paisibles et crédibles ». Elle exhorte également les partis politiques à redoubler d'efforts afin de trouver, par le dialogue, une solution à l'impasse persistante. En réaction, le Président de la CENI, Corneille Nangaa affirme que le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies en RDC, Maman Sidikou, n'a ni qualité ni mandat de demander à son institution de publier le calendrier électoral.

Alphonse Ntumba Lwaba annonce sa candidature à la présidentielle. L'ancien secrétaire exécutif de la Conférence internationale pour la région de grands lacs, Alphonse Ntumba Lwaba, a officiellement annoncé, samedi 1er juillet, sa candidature à la présidentielle 2017. Alphonse Ntumba Lwaba invite tous les Congolais à « rassembler toutes leurs forces et ressources pour surmonter tous les obstacles ».

Ituri : la communauté Hema appelle ses membres au calme. La Communauté Hema réunie au sein de l'Association culturelle «Ente» appelle tous ses membres au calme et au respect de lois du pays car c'est l'Etat qui doit assurer la sécurité des personnes et des biens. Cette invitation au calme fait suite au meurtre de deux jeunes Hema la semaine dernière par des hommes armés non identifiés sur le chemin de Kalyabungongo à plus de 40 km au sud de Bunia.

Bas-Uélé : l'insécurité empêche le début de l'enrôlement dans plusieurs localités. L'opération d'enrôlement n'a pas encore débuté dans plusieurs localités du territoire d'Ango, deux mois après son lancement dans la province du Bas-Uélé. L'administrateur du territoire, Dieudonné Badele, explique que cette situation est due à l'insécurité causée par des présumés combattants de l'armée de résistance du seigneur (LRA). Selon Dieudonné Badele, une dizaine de localités sont victimes de l'activisme des groupes armés et les habitants ne se sont pas encore enrôlés. Dieudonné Badele précise que chaque semaine, le territoire enregistre des attaques armées assorties des pillages et de Kidnapping. Il évoque également la traversée massive des réfugiés centrafricains parmi lesquels des hommes armés. Face à cette insécurité, tous les kits électoraux destinés à ces localités et les agents de la Ceni sont restés à Digba centre, une localité voisine. C'est dans ce village qu'est basée une compagnie des Forces armées de la RDC.

Emmanuel Shadari à Bunia «pour une mission d'itinérance». Le vice-premier ministre en charge de l'Intérieur, Emmanuel Shadari, est arrivé dimanche 2 juillet à Bunia en Ituri. Il affirme qu'il est en mission d'itinérance pour s'enquérir de la situation sécuritaire dans cette province caractérisée par des cas de meurtres, Kidnappings et incursions répétitives des miliciens de la FRPI dans le sud d'Irumu. Trois collaborateurs directs du gouverneur de province Abdallah Penembaka sont aussi arrêtés par le service de renseignement. Ils sont accusés d'intoxication de la population contre le pouvoir central et du Chef de l'Etat. La société civile attend «des solutions aux problèmes» de la visite de Ramazani. Parmi ces problèmes, les organisations de la société civile citent notamment la mauvaise gestion de la province. Le ministre de l'Intérieur est également attendu sur la question de la sécurité.

Goma: acheter des médicaments sans ordonnance médicale, une pratique courante mais interdite. L'Union des tenanciers des officines pharmaceutiques du Congo (Utopharco) à

Goma rappelle l'interdiction de vendre ou d'acheter des médicaments sans ordonnance médicale. Depuis jeudi 29 juin, elle organise la «semaine des officines pharmaceutiques» pour tenter de remettre de l'ordre dans ce secteur. L'Union des tenanciers des officines pharmaceutiques du Congo promet des sanctions à ceux qui vont continuer à vendre des médicaments sans ordonnance médicale. Mulonge Nalyongo Tosh, son président, dit vouloir réduire les dangers de l'automédication à Goma.

Kisangani: les victimes des violences sexuelles encouragées à saisir la justice. Au cours d'un atelier organisé samedi 1er juillet par l'ONG Centre de documentation pour la femme (CDF) en partenariat avec la commission nationale de droit de l'homme et la magistrature civile, les victimes des violences sexuelles ont été encouragées à saisir la justice. Maguy Libebele, coordonnatrice de l'Union congolaise de femmes de media qui a participé à l'atelier, a regretté que les victimes des violences sexuelles se taisent souvent. Claudine Bela, coordonnatrice de la commission nationale des droits de l'homme, (CNDH) à la Tshopo, a estimé que certaines victimes des violences sexuelles ne savent pas à qui s'adresser pour dénoncer les violences.

Lundi 3 juillet.

RDC: du matériel pour relancer le barrage de Mobayi-Mbongo à l'arrêt depuis 3 mois. Trois tonnes de matériel destinées à la réhabilitation de la centrale hydro-électrique de Mobayi-Mbongo sont arrivées samedi 1er juillet à Gbadolite au Nord-Ubangi. Trois ingénieurs de la Société nationale d'électricité (SNEL) sont arrivés avec ces pièces de rechange pour relancer ce barrage hydro-électrique à l'arrêt depuis trois mois. D'autres ingénieurs devraient rejoindre cette équipe dans les prochains jours. Ce barrage a été construit en 1989. Dans sa pleine capacité, il peut alimenter une partie du territoire de Mobayi-Mbongo, la ville de Gbadolite et Mobayi-Banga en République centrafricaine.

Kwilu : des députés de la MP s'opposent à la motion contre le gouverneur. Les députés provinciaux de la province du Kwilu, membres de la Majorité présidentielle (MP), affirment ne pas soutenir la motion de défiance qui vise le gouverneur de la province Gödel Kinyoka. Cette motion a été déposée le 24 mai dernier par un groupe d'élus de l'opposition. Dans une déclaration faite dimanche 2 juillet à la presse, leur porte-parole, le député hyacinthe Lengelo a qualifié de « mensonges » les accusations de mauvaise gestion et d'incompétence que les députés de l'opposition reprochent au gouverneur. Par ailleurs, au lendemain du dépôt de cette motion, Gödel Kinyoka a été invité à Kinshasa. Il n'a plus regagné sa province. Il ne s'est donc pas présenté devant les députés pour se défendre.

Bukavu : les étudiants de l'UCB encouragent l'esprit de créativité. Les étudiants de la faculté des sciences économiques de l'Université catholique de Bukavu (UCB) au Sud-Kivu ont organisé le week-end dernier, une journée dénommée « La science au centre de l'univers », à l'intention de différents acteurs des entreprises, organisations locales. Cette activité a été initiée pour encourager l'esprit de créativité par la stratégie de rapprochement entre l'université et la société. Ils ont présenté six projets de développement de la province pour l'édition 2016-2017.

Nord-Kivu : une journée ville morte observée dans plusieurs villages de Lubero. Une journée ville morte est observée lundi 3 juillet dans plusieurs villages au sud du territoire de Lubero (Nord-Kivu), où il y a eu incursion des Maï-Maï le week-end. Selon la société civile locale, une centaine de combattants Maï-Maï a investi la localité de Kipese dimanche et, a réussi à libérer les détenus qui étaient au cachot de la police locale. Le nombre d'évadés n'a

pas été précisé. Ces miliciens ont ensuite incendié tous les bureaux administratifs de la localité, rapporte la même source.

Kasaï-Central : les finalistes du primaire ont débuté l'ENAFEP. Les élèves finalistes du primaire ont débuté, lundi 3 juillet, l'examen national de fin d'études primaires (ENAFEP) dans la province du Kasaï-Central. Cette évaluation avait été décalée dans cette province suite à l'insécurité. D'après la direction provinciale de l'EPSP, cet examen concerne 61 203 élèves, dont 26 138 filles et 35 065 garçons. Ils sont répartis dans 240 centres.

Kasaï-Oriental : quatre mois après, les trois agents de la Ceni enlevés toujours introuvables. Quatre mois après avoir été enlevés, les trois agents de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) sont toujours introuvables. Ces personnes ont été amenées, avec quelques matériels d'enrôlement, vers une destination inconnue. La commission justice et paix du diocèse de Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental) propose ses bons offices pour obtenir la libération de quatre agents de la Ceni enlevés dans la localité de Bena Tshiswaka, à Tshilenge (Kasaï-Oriental), par des personnes se réclamant de Kamuina Nsapu.

RDC: exercice d'évacuation en cas d'éruption volcanique à Goma. Plus d'un millier de personnes ont participé lundi à un exercice d'évacuation en cas d'éruption volcanique à Goma, ville de l'est de la RDC située dans la zone d'activité du célèbre volcan Nyirangongo. Sous le coup de 07h30 des sirènes ont retenti dans quatre quartiers nord de Goma ; matelas ou baluchons accrochés aux vélos et motos pour certains, ustensiles de cuisines et meubles portés sur la tête pour d'autres, entraînant dans leurs marches des enfants ou encore tirant des animaux domestiques attachés à des cordes, deux colonnes humaines ont convergé vers le stade Afia où des tentes étaient plantées. Les trois kilomètres du trajet ont été parcourus à près de trois heures par de petits groupes de dix à vingt personnes dans un vacarme de sirènes et des cris.

Tanganyika : les communautés Twa et Bantoues appelées à cohabiter pacifiquement. Le ministre des Mines, Martin Kabwelulu, a appelé, samedi 1er juillet, les communautés Twa et Bantoues à cohabiter pacifiquement et à bannir toutes les querelles susceptibles de les diviser. En séjour à Manono (Tanganyika), il a invité ces deux communautés doivent s'accepter mutuellement. Pour Martin Kabwelulu qui s'est présenté comme le délégué du chef de l'Etat, la paix dans cette province passe par la cohabitation pacifique entre ces deux communautés. Que les discriminations soient aussi bannies dans le cadre des mariages. Très souvent, les bantous sont prêts à prendre en mariage les femmes Twa mais ils refusent que les hommes Twa ne s'unissent aux femmes bantoues, a déploré Martin Kabwelulu.

Sud-Kivu : les Fardc reprennent le contrôle de quelques localités à Fizi. L'armée nationale a repris depuis dimanche 2 juillet, le contrôle de quelques localités situées à l'extrême sud de Misisi, en territoire de Fizi (Sud-Kivu). Les troupes ont récupéré les localités de Nyange et Ngalula. Samedi dernier, des miliciens Mai-Mai Yakutumba ont occupé plusieurs localités de Fizi, après de violents combats contre les Fardc.

RDC: la Banque centrale dément avoir émis de nouvelles coupures de francs congolais. La Banque centrale du Congo (BCC) dément avoir émis de nouveaux billets de francs congolais à valeur faciale élevée. Depuis quelques jours, des rumeurs reprises sur les réseaux sociaux font état de l'émission des billets de 100 000, 500 000 et 1 000 000 de francs congolais.

Aubin Minaku: «Le CNSA est une structure capitale pour les mois qui suivent». «Le CNSA est une structure capitale pour les mois qui suivent. C'est la structure qui permettra conjointement avec le gouvernement et la Ceni [d'établir] le calendrier électoral», a déclaré le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, après avoir reçu les délégués des composantes qui vont siéger au Conseil national de suivi de l'accord du 31 décembre 2016. Prévu dans l'accord du 31 décembre 2016, le CNSA a pour mission de veiller au respect de cet accord politique et d'assurer le suivi ainsi que l'évaluation de sa mise en œuvre en vue de garantir l'organisation des élections crédibles, transparentes et apaisées. La présidence de cette structure est l'un des points qui ont conduit à l'échec des discussions entre le pouvoir et la coalition de l'opposition dirigée par Félix Tshisekedi. Ce dernier regroupement n'a d'ailleurs pas pris part à la réunion convoquée par Aubin Minaku. Les délégués de l'UNC, un autre parti de l'opposition dirigé par Vital Kamerhe, ne se sont pas non plus présentés. Aubin Minaku a annoncé que la première réunion du CNSA aura lieu au retour au pays du président du Sénat. Au cours de cette première réunion, il sera notamment question de la désignation par consensus du président du CNSA, de la présentation des membres du bureau, de l'installation du bureau définitif ainsi que de l'élaboration du règlement intérieur provisoire.

L'ACAJ demande à la CENI de lancer l'enrôlement des électeurs aux Kasai. Le président provincial de l'Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), Me Adrien Ilobakweyi, demande à la Commission électorale nationale indépendante de lancer les opérations d'enrôlement des électeurs dans les deux provinces du Kasai et du Kasai-Central. La commission électorale avait annoncé le report du début de l'enrôlement dans ces deux provinces à cause de l'insécurité qui y prévaut depuis plusieurs mois. D'après Me Adrien Ilobakweyi, la tenue sans incident de l'examen de fin d'études primaires dans cette partie du pays (un mois après le reste du pays) est la preuve du rétablissement de la paix.

L'Alternance pour la République insiste sur la tenue des élections avant la fin de l'année. La plateforme de l'opposition Alternance pour la République souligne la nécessité de finaliser le processus électoral comme convenu dans l'accord du 31 décembre. Cet accord politique signé par le pouvoir et l'opposition prévoit la tenue des élections avant la fin de cette année pour élire notamment le successeur du président Kabila. Au sujet du processus électoral, la commission électorale annonce avoir déjà enrôlé plus de 32 millions d'électeurs sur les 40 millions attendus. Son président, Corneille Nangaa, a assuré que les élections auront lieu conformément aux dates qui seront fixées dans un calendrier électoral réaliste qui sera publié dans les prochains jours.

Réouverture de boucheries à Bunia. Les boucheries de la ville de Bunia (Ituri) ont rouvert, lundi 3 juillet, après sept jours d'arrêt des activités suite à un deuil décrété par leur association. Cette action avait été initiée pour protester contre l'assassinat de deux membres de cette structure, il y a environ deux semaines sur la route Kasenyi-Kalyabugongo.

Mardi 4 juillet.

Kinshasa : l'enrôlement des électeurs se déroule bien, selon Patrick Muyaya. L'opération d'enrôlement des électeurs se déroule normalement dans la ville province de Kinshasa, a indiqué le député national Patrick Muyaya. Un constat qu'il a fait après avoir visité un certain nombre des centres d'enrôlement dans la capitale.

L'équipe dirigeante de la SCTP a contribué à la faillite de l'entreprise, selon l'analyste Joseph Mabanga. Le conseil d'administration et le comité de gestion de la Société congolaise des transports et ports doivent répondre de leur gestion devant la justice pour avoir

contribué à la faillite de l'entreprise a indiqué, mardi 7 juillet, Joseph Mabanga, analyste économique. Les agents de la SCTP sont en grève depuis plus d'une semaine. Ils revendiquent 7 mois d'arriérés de salaires. Dans une interview accordée à Radio Okapi, la présidente du Conseil d'administration de cette entreprise, Mme Vickky Katumwa avait indiqué que la baisse du chiffre d'affaires ne permettait pas à la direction de la société de payer les travailleurs.

CRONG : la crise qui secoue l'espace Kasai est une «tragédie». Dans une déclaration faite lundi 6 juillet à Kananga (Kasai-Central), à l'issue de son assemblée générale extraordinaire, le Conseil régional des ONG de développement du Kasai (CRONG) estime que la crise qui secoue l'espace Kasai depuis bientôt une année est une «tragédie». M. Kyungu redoute que cette crise soit traitée d'une manière légère par le gouvernement et la communauté internationale qui, selon lui, se sont réveillés en retard. Le grand Kasai fait face à de graves violences depuis plusieurs mois, à la suite du phénomène Kamuina Nsapu. Cette situation a occasionné plus d'un million de déplacés, selon les Nations unies.

Ituri: 56 000 USD de salaire des enseignants volés à Mambasa. En Ituri, des bandits ont emporté, lundi 3 juillet, la somme de 84 millions de francs congolais (56 000 USD), destinés à la paie des salaires de juin dernier des enseignants de plus de 60 écoles du territoire de Mambasa. Cet argent a été volé au couvent de la paroisse catholique de Nia-Nia, à environ 350 km au Sud-Ouest de Bunia (Ituri). Les enseignants concernés sont ceux des écoles conventionnées catholiques, protestantes, kimbanguistes, islamiques et non conventionnées du territoire de Mambasa. Selon l'abbé André Asumani, chargé de la paie de Caritas, les bandits se sont introduits dans sa chambre et ont emporté deux valises qui contenaient de l'argent. Il affirme que les enquêtes sont en cours pour retrouver les voleurs. L'explication de l'abbé André Asumani ne convainc pas les enseignants qui crient au montage.

Equateur: le PDC accuse Corneille Nangaa de manque de neutralité. A l'Equateur, la fédération provinciale du Parti démocrate-chrétien (PDC) accuse le président de la Commission électorale nationale indépendante, Corneille Nangaa de manquer de neutralité. Le secrétaire exécutif fédéral de ce parti de l'opposition réagissait à la déclaration de la Ceni qui dénie au chef de la Monusco le droit de demander à son institution de publier le calendrier électoral. Le secrétaire exécutif fédéral du PDC en Equateur a également estimé que Corneille Nangaa ne veut pas que le peuple puisse jouir de leur prérogative donnée par la constitution.

Nord-Kivu: des miliciens attaquent deux localités de Masisi. Deux grandes localités du territoire de Masisi, Nyabyondo et Kashebere, au Nord-Kivu ont été attaquées mardi 4 juillet dans la matinée par des miliciens Mai-Mai. Les assaillants sont des combattants du groupe armé APCLS. Deux positions de l'armée étaient la cible de ces assaillants. Six miliciens et un civil ont été blessés au cours des combats. L'administrateur du territoire de Masisi, Dieudonné Tshishiku, annonce que la situation est sous le contrôle de l'armée.

Haut-Katanga: un ancien compagnon de Kyungu Gédéon se rend aux autorités. Le chef milicien connu sous le nom de Musalaba s'est rendu aux autorités à Mitwaba dans la province du Haut-Katanga. Il rejoint les autres combattants Mai-Mai du groupe de Kyungu Gédéon dont il est un ancien compagnon. Ces ex-miliciens estimés à 400 sont cantonnés au site de Kisele à l'entrée de la cité de Mitwaba. Comme chef milicien, il est accusé d'avoir organisé plusieurs incursions dans les villages et groupements de Mitwaba. Il s'est installé dans ce territoire après avoir vécu à Manono dans la province du Tanganyika. Sa reddition fait suite aux négociations entamées avec les autorités locales. Il est actuellement au site de

cantonnement où près de 400 combattants Mai-Mai du groupe de l'ancien chef de guerre Kyungu Gédéon attendent d'être ramenés à Lubumbashi.

Tshopo-Maniema: les experts chargés de délimiter la frontière descendent sur terrain.

La commission d'enquête chargée de déterminer la limite qui sépare les provinces de la Tshopo et du Maniema a quitté Kisangani mardi 4 juillet pour se rendre dans la partie querellée. Cette partie longue de 47 Km est comprise entre les points kilométriques 155 et 202, en territoire d'Ubundu. La commission d'enquête est composée de onze personnes dont deux représentants du ministère de l'Intérieur et trois experts de l'Institut géographique du Congo. L'équipe a pour mission principale de prélever les données géographiques devant déterminer les limites exactes entre les deux provinces: la Tshopo et le Maniema.

Le PPRD «retire sa confiance» au gouverneur Jean-Claude Kazembe. Le Parti du peuple pour la reconstruction et la démocratie (PPRD) «retire sa confiance» à Jean-Claude Kazembe, son secrétaire exécutif provincial et gouverneur du Haut-Katanga. Le secrétaire général du parti, Henri Mova Sakanyi, le lui a fait savoir dans une correspondance. Le gouverneur du Haut-Katanga est accusé d'avoir violé la déontologie et le règlement du PPRD, parti présidentiel. Il a également fait savoir que la décision du PPRD n'a rien avoir avec l'arrêt de la Cour constitutionnelle qui, en mai dernier, avait réhabilité Jean-Claude Kazembe au poste du gouverneur du Haut-Katanga, un mois après avoir été déchu par l'Assemblée provinciale.

Bukavu: le maire a reçu les mouvements citoyens qui critiquent sa gestion. Le maire de Bukavu au Sud-Kivu, Philémon Yogolelo, a reçu mardi 4 juillet des membres des mouvements citoyens qui critiquent sa gestion de la ville. Dans une pétition qu'ils lui ont adressée, plusieurs mouvements citoyens dénoncent notamment la spoliation des espaces publics, des cimetières ainsi que l'insécurité qui prévaut dans la ville. Pour sa part, le maire a apprécié la rencontre. Le maire a reconnu qu'il était limité dans l'exercice de ses fonctions suite à des «pesanteurs politico-sécuritaires» qui ne lui laisseraient pas la latitude de contrôler tout ce qui se passe dans sa juridiction.

Mercredi 5 juillet.

Masisi: la fermeture de la base de la Monusco fait craindre le retour des groupes armés.

Des habitants de Masisi redoutent la fermeture de la base de la Monusco. Le mwami de Shakingi dans le groupement Boabo, Etienne Muhindo Mushesha, craint que la fermeture de cette base crée un vide qui risque de profiter aux groupes armés. Le chef traditionnel plaide pour que la Monusco aide les jeunes du territoire à s'occuper pour les décourager de rejoindre les groupes armés. Il recommande également que les ex-combattants démobilisés trouvent des activités pour s'occuper afin d'éviter qu'ils soient à nouveau recrutés dans les groupes armés.

Nord-Kivu : le député Munubo plaide pour une assistance d'urgence en faveur des sinistrés de Mubi.

Le député de l'UNC, Juvénal Munubo demande au gouvernement congolais et à la communauté internationale de se mobiliser pour apporter de l'aide aux habitants de Mubi, victimes depuis lundi, d'un incendie qui a ravagé des centaines de maisons. Ce centre commercial situé à environ 40 km de Walikale (Nord-Kivu) a été touché par un vaste incendie qui a fait un mort et détruit plus de 500 maisons à en croire l'administrateur du territoire de Walikale.

Bukavu : 500 000 USD pour réhabiliter les infrastructures d'intérêt communautaire. Le Fonds social de la République (FSR) a débloqué cinq cent mille dollars américains pour financer la réhabilitation des infrastructures d'intérêt communautaire dans quatre entités de la

ville de Bukavu, au Sud-Kivu. Les travaux concernent la construction des escaliers et le pavage des avenues Kamfu, ITFM, Mosala, Mulungulungu.

Sankuru : 43 cas de viol sur mineures recensés en trois mois à Tshumbe. L'association de défense des droits de la femme et de l'enfant a recensé 43 cas des violences sexuelles perpétrées contre les jeunes filles mineures en l'espace de trois mois dans la cité de Tshumbe à Lubefu (Sankuru). Le coordonnateur de cette ONG qui œuvre dans la protection des enfants, l'Abbé Joël Mamba, sollicite l'appui des partenaires pour assurer la prise en charge des victimes de ces violences.

Nord-Kivu : le Canada va poursuivre le financement de la prise en charge des femmes violées. Le Canada va poursuivre l'appui financier aux programmes de prise en charge des femmes et jeunes filles victimes des violences sexuelles au Nord-Kivu, a déclaré mardi 4 juillet Marie-Claude Bibeau, la ministre canadienne du Développement international et de la Francophonie. En visite à l'hôpital de Kyeshero de Goma qui assure la prise en charge des femmes victimes des violences sexuelles dans la province, la ministre canadienne a estimé que la poursuite de cet appui est « une bonne décision à prendre par son gouvernement » au regard de l'ampleur du phénomène de viol dans la région et de l'importance de l'aide dont les victimes ont besoin.

Bukavu : les détenus de la prison de Kabare manquent de vivres. Les détenus de la prison de Kabare ne sont toujours pas assistés en vivres depuis leur tentative d'évasion vendredi 30 juin dernier. Ils protestaient contre le manque de nourriture. La ministre provinciale de la justice, Siuzike Basezage, qui confirme cette nouvelle, indique que les efforts sont fournis pour venir en aide à ces pensionnaires.

Kasaï-Central : le député national Rombaudo Kalombo invite les jeunes «à éviter des conflits inutiles». En vacances parlementaires à Demba au Kasaï-Central, le député national Rombaudo Kalombo, se dit préoccupé de la transposition du phénomène Kamuina Nsapu du territoire de Dibaya vers Demba. «J'interpelle tous les jeunes garçons qui se sont lancés dans le vandalisme à ne pas s'engager sur la voie de la violence. Les atrocités ont débuté à Dibaya ». Il appelle tous les jeunes à cultiver la paix, afin que l'enrôlement dans l'espace Kasaï se déroule dans le calme.

Bukavu : quatre enfants calcinés dans une maison lors d'un incendie à Bagira. Quatre enfants dont l'âge varie entre quatre et treize ans, sont morts dans un incendie qui s'est déclaré, mardi 4 juillet, dans le quartier Mulambula dans la commune de Bagira à Bukavu (Sud-Kivu). La maison familiale en matériaux semi-durables a pris feu vers 14h30 (heure locale). Les enfants n'ont pas pu être sauvés du brasier malgré l'intervention des voisins. La maison calcinée était bâtie sur un endroit difficile d'accès sur une forte pente. Il était donc impossible au camion anti-incendie de la mairie de Bukavu de secourir les infortunés.

Denis Mukwege: «La résistance reste une des voies pour le retour de l'ordre constitutionnel». Directeur de l'Hôpital général de référence de Panzi, à Bukavu (Sud-Kivu), mondialement connu pour les soins qu'il apporte aux victimes des violences sexuelles, le docteur Denis Mukwege appelle les Congolais à résister pacifiquement pour recouvrer leur indépendance effective. «Face à la résurgence des conflits armés, massacres et autres violences, la résistance reste une des voies pour le retour de l'ordre constitutionnel en RDC. La seule voie qui nous permettra de gagner notre indépendance effective, durable n'est rien d'autre qu'une résistance pacifique et non violente», a-t-il lancé. Dr Denis Mukwege redoute également la montée de violences et la multiplication de groupes armés dans le Sud-Kivu

ainsi que dans les Kasai. Cette partie du pays est en proie aux affrontements entre les forces de l'ordre et les miliciens Kamuina Nsapu.

Hausse des prix des produits de première nécessité à Lubumbashi. Les prix des plusieurs produits de première nécessité ont été revus à la hausse, depuis deux jours, à Lubumbashi (Haut-Katanga). Le Service national des statistiques (SNS) attribue cette situation à la dépréciation du franc congolais face au dollar américain sur le marché de change. A Lubumbashi, un dollar américain se change à 1500 voire 1520 francs congolais. Dans les supermarchés par exemple, les prix sont désormais changés en fonction de la fluctuation du taux de change.

RDC : les autorités promettent de «fournir un effort» pour éradiquer la milice FRPI. «Nous allons fournir un effort pour que ce groupe armé soit éradiqué», a déclaré mardi 4 juillet le vice-premier ministre chargé de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadari à propos de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). La milice de la FRPI constitue la principale source d'instabilité en Ituri. Le vice-premier ministre Ramazani s'est aussi prononcé sur la question de la gestion de la province et de l'administration de la justice, soulevée par la société civile et les mouvements citoyens de l'Ituri. Ces derniers exigent le départ du gouverneur Jefferson Abdallah Pene Mbaka.

En visite à Kisangani, Joseph Kabila a parlé des élections avec le président de la Cenco. En séjour à Kisangani, le chef de l'Etat congolais Joseph Kabila a reçu mercredi 5 juillet plusieurs personnalités de la ville et de la province de la Tshopo. Il a notamment reçu Monseigneur Marcel Utembi, président de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) et archevêque de Kisangani. Les deux personnalités ont notamment parlé des élections. Sur les autres questions abordées avec le chef de l'Etat, Monseigneur Utembi a fait savoir qu'elles ne pouvaient pas «être révélées maintenant». Le chef de l'Etat congolais a également discuté avec les membres du comité provincial de sécurité et les députés provinciaux conduits par leur président, Joël Bafando. Selon ce dernier, le président de la République a demandé aux élus d'œuvrer pour le développement de la province pour l'intérêt public. De leur côté, les notables de la province ont fait savoir au chef de l'Etat les difficultés liées à la mésentente entre le gouvernement provincial et l'assemblée provinciale. Selon leur porte-parole Jean Stanis Bilanga, il a été demandé au chef de l'Etat d'user de ses prérogatives constitutionnelles pour résoudre ce problème. Joseph Kabila a également reçu le gouverneur de province et les responsables des services publics ainsi que ceux des entreprises chinoises de construction présentes dans la ville de Kisangani.

Kasai: l'UE annonce une aide humanitaire de 5 millions d'euros. La Commission européenne annonce une aide humanitaire de 5 millions d'euros «en faveur de nombreuses personnes qui ont un besoin urgent d'aide dans les provinces du Kasai», en proie à des violences meurtrières depuis plusieurs mois. M. Stylianides fait cependant savoir que «seuls le dépôt des armes et le rétablissement de la paix permettront, en définitive, à tous ceux qui sont victimes de ce conflit de rentrer chez eux et de reconstruire leur vie». Les 5 millions d'euros devraient contribuer «à répondre aux besoins les plus urgents des personnes déplacées à l'intérieur du pays».

Inauguré il y a 2 mois, le centre de santé de Mbau Mangoko toujours pas opérationnel. Le centre de santé de Mbau Mangoko dans le territoire de Beni (Nord-Kivu) n'est toujours pas opérationnel, deux mois après son inauguration. Selon le président du comité de suivi de cet hôpital, Isse Somo Vikos, le personnel soignant et les médicaments ne sont toujours pas arrivés dans cet établissement hospitalier.

Sud-Kivu: les Fardc tuent 2 miliciens. Les Forces armées de la RDC ont abattu deux miliciens et capturé douze autres mardi 4 juillet dans l'opération qu'elles mènent dans les moyens plateaux de la cité d'Uvira et sur la plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu). Ces miliciens qui se sont coalisés avec les rebelles des Forces nationales pour la libération du Burundi (FNL) ont depuis quelques jours multiplié des menaces renforcé la traque dans la région.

La Ceni donne l'impression de ne plus être «une institution indépendante», selon la VSV. «L'impression que la Ceni nous donne aujourd'hui est qu'elle n'est plus cette institution d'appui à la démocratie, cette institution réellement indépendante des politiques», a déclaré mercredi 5 juillet le directeur exécutif de l'ONG Voix des sans voix (VSV), Rostin Manketa. Dans un communiqué, la VSV demande à la commission électorale de cesser de servir de caisse de résonance des partis politiques au pouvoir.

Kinshasa: reprise des activités au centre-ville après des coups de feu à Gombe. La vie a repris son rythme normal mercredi 5 juillet vers la mi-journée au centre-ville de Kinshasa après une panique observée quelques heures plus tôt suite à des coups de feu entendus dans la matinée. Selon certains témoins, il s'agissait des tirs de sommation tirés par les forces de l'ordre pour disperser un groupe de délinquants qui se battaient à l'intérieur du Beach Ngobila. D'autres sources, par contre, affirment que ces coups des feux étaient tirés par les forces de l'ordre pour déloger des occupants illégaux des entrepôts de l'entreprise publique de transport.

L'activisme des groupes armés rend difficile la vie des habitants de Lubero. La multiplicité des groupes armés rend difficile la vie des habitants de plusieurs villages du territoire de Lubero (Nord-Kivu), déplore la Convention pour le respect des droits de l'homme (CRDH). Le secrétaire exécutif de cette organisation, Olivier Kinzandu a rappelé l'incursion, mardi dernier, des miliciens Maï-Maï Mazembe dans le village Kipese, où les activités du marché ont été suspendues. Cette panique s'est généralisée dans tout le territoire de Lubero, où des magasins ont été fermés, et les activités paralysées à la suite des rumeurs qui faisaient état de l'avancée de ces rebelles vers Lubero-centre.

RDC: 24 routiers tanzaniens et kenyans enlevés par les Maï-Maï. Le gouvernement tanzanien a annoncé mercredi que 24 chauffeurs de camions enregistrés en Tanzanie avaient été enlevés la semaine dernière par des combattants Maï-Maï, dans l'est de la RDC. Il s'agit de 21 routiers de nationalité tanzanienne et de trois de nationalité kényane. Ces 24 routiers conduisaient des camions appartenant à deux compagnies enregistrées en Tanzanie. «Ils ont été enlevés par des combattants Maï-Maï, le 29 juin à Lulimba, dans la province du Sud-Kivu, alors qu'ils faisaient route vers la mine d'or de Namoya, dans la province du Maniema». «Selon les informations en provenance de l'ambassade tanzanienne en République démocratique du Congo, les rebelles Maï-Maï ont attaqué le convoi qui était escorté par des soldats des Forces armées congolaises», a-t-elle poursuivi. Selon Mindi Kasiga, ces combattants Maï-Maï ont dépouillé les routiers de leur argent et de tous leurs objets de valeur et endommagé certains des camions, notamment en brisant les vitres et en crevant les pneus.

Jeudi 6 juillet.

Kinshasa: le ministre des Affaires foncières menace d'exproprier les concessions non mises en valeur. Le ministre des affaires foncières Lumeya-Dhu-Malegi recommande à tous les propriétaires des concessions non exploitées à Kinshasa de les mettre en valeur. Au terme d'une visite de terrain effectuée mercredi 5 juillet dans la commune de N'Djili à Kinshasa, M.

Lumeya-Dhu-Malegi a menacé d'exproprier toutes les concessions non mises en valeur ou insuffisamment exploitées à Kinshasa. Lors d'une rencontre avec les conservateurs des titres fonciers de Kinshasa le 24 juin dernier, le ministre des affaires foncières avait annoncé la décision du gouvernement congolais de récupérer toutes les concessions terriennes, expliquant que « la mesure permettra aux cultivateurs de mettre en valeur ces terrains ».

Enrôlement des électeurs: la société civile demande une prolongation à Gungu. La société civile de la province du Kwilu demande à la Ceni de prolonger d'un mois l'opération d'identification et d'inscription des électeurs dans le territoire de Gungu (Kwilu). Contrairement à d'autres territoires de la province de Kwilu où l'enrôlement a été lancé le 1er juin dernier, cette opération a démarré le 30 juin à Gungu, soit avec un mois de retard. Le secrétaire exécutif provincial de la Ceni à Kwilu, Mr Muyense a promis de respecter la durée de 90 jours pour l'enrôlement à Gungu.

Nord-Kivu : plus de 300 victimes des violences sexuelles réinsérées dans la vie sociale. Plus de trois cents femmes victimes des violences sexuelles ont été réinsérées dans la vie sociale et économique, a déclaré mercredi 5 juillet, le directeur du centre communautaire Buholo dans le quartier Mugunga à Goma (Nord-Kivu), Daniel Bisimwa. Ce programme de réinsertion social s'inscrit dans le cadre du programme «Tupinge Ubakaji» (Lutte contre les violences sexuelles), lancé il y a deux ans à l'Est de la RDC. Le programme «Tupinge Ubakaji» est financé par le Canada et mis en œuvre par quatre agences de l'ONU dont le PNUD

Beni: les Fardc repoussent une attaque des miliciens à Rwangoma. Les Fardc ont repoussé une attaque des Mai-Mai, jeudi 6 juillet dans la matinée, au quartier Rwangoma, à Beni-ville (Nord-Kivu). Un milicien a été tué et plusieurs autres blessés à l'issue de cet accrochage. La situation est sous le contrôle des forces loyalistes qui poursuivent l'opération de ratissage dans la région.

Le déploiement de la Monusco favorise la reprise progressive des activités dans les Kasai. «Aux Kasai, les populations commencent à retourner vers leurs villages grâce au déploiement de la force de la Monusco qui a favorisé ce retour progressif. La reprise des activités sur les marchés et la réouverture des écoles et églises fermées depuis plusieurs mois sont des indicateurs qui montrent l'efficacité de l'engagement de la force de la Monusco dans cette partie de la RDC», a souligné le colonel Haag. Cet officier onusien a également exprimé la volonté de la Monusco de continuer de travailler avec les forces de sécurité et de défense congolaises à travers des échanges d'informations afin de permettre aux populations de reprendre leurs activités, aux Kasai.

RDC : l'UE soutient la tenue des élections dans les «plus brefs délais». L'Union européenne soutient la tenue des élections transparentes et démocratiques en RDC dans «les plus brefs délais», a déclaré mercredi 5 juillet, à Bruxelles (Belgique), la haute représentante de l'Union européenne (UE) pour les affaires étrangères, Federica Mogherini. Selon Federica Mogherini, l'organisation des élections représente le moyen de sortir d'une impasse politique aux graves retombées sécuritaires, économiques et humanitaires. Elle a également rappelé l'ouverture de l'UE à discuter des options pour appuyer le processus à partir de la définition du calendrier électoral. Quant à la situation dans le Kasai, Mme Mogherini a souligné la nécessité pour la RDC de «coopérer» pleinement avec les experts des Nations unies pour enquêter sur les violations graves des droits de l'homme dans cet espace.

Kasaï: de lourdes peines prononcées contre des militaires accusés de massacre. Huit militaires congolais ont été condamnés jeudi 6 juillet à des peines allant de 12 mois à la prison à perpétuité pour le meurtre de civils au Kasaï dans le centre de la RDC. Le tribunal militaire de Mbuji-Mayi jugeait au total 9 militaires: deux ont été condamnés à 20 ans, trois à 15 ans, un à 12 mois, a déclaré à l'AFP Me Bashile, un avocat de la défense. Deux militaires en fuite ont été condamnés par défaut à la prison à perpétuité, et le neuvième a été acquitté. Ce procès avait fait suite à la diffusion d'une vidéo dans laquelle on voyait des militaires tirer sur des miliciens présumés, pour la plupart désarmés, dans le village de Mwanza Lomba, dans le Kasaï-Oriental.

Un millier de maisons démolies à Lubumbashi. Près de 1 000 maisons ont été démolies depuis dimanche 2 juillet par la mairie de Lubumbashi. Ces habitations situées aux quartiers Lwano et Kimbembe dans la commune Annexe ont été illégalement érigées dans une concession de la Régie des voies aériennes (RVA). Après le passage des bulldozers sur les maisons, le spectacle était le même: des femmes assises sur ce qui reste de leurs maisons. D'autres tentant de rassembler les matériaux encore utilisables. La mairie de Lubumbashi fait savoir que les occupants ont été informés de la démolition de ces habitations depuis trois ans pour qu'ils évacuent les lieux. La plupart d'entre eux auraient refusé de s'en aller. D'autres ont même construit de nouvelles habitations lors des trois dernières années, affirmant détenir des documents délivrés par «les services compétents».

Rapatriement des recettes des entreprises minières: la BCC promet des sanctions. Le gouverneur de la Banque centrale du Congo (BCC), Déogratias Mutombo, a promis mercredi 5 juillet des sanctions contre les entreprises minières qui respecteraient pas la loi qui leur impose de rapatrier 40% de leurs recettes d'exportation. Selon le gouverneur de la BCC, le non-respect de cette réglementation a causé un déficit de plus de 162 milliards de francs congolais (plus d'un millions de dollars américains) dans les finances publiques en juin. Depuis le début de l'année 2016, la situation des finances publiques de la RDC n'a cessé de se détériorer avec la baisse des prix des matières premières sur les marchés mondiaux alors que le cuivre et le cobalt extraits en RDC représentent 80% des recettes d'exportation.

Beni: l'armée reprend le contrôle de 3 localités. L'armée a repris jeudi 6 juillet le contrôle de trois localités de Beni (Nord-Kivu), occupées depuis la veille par des rebelles ADF. Les localités de Kainama, Kitsimba et Miziranduru étaient occupées depuis mercredi dans l'après-midi par ces rebelles après le départ des militaires.

Nord-Kivu: le gouvernement autorise la commercialisation de 400 tonnes de cassitérite. Le gouvernement provincial du Nord-Kivu a autorisé la commercialisation de près 400 tonnes de cassitérite saisies depuis une année dans le territoire de Walikale. Il a pris cette décision mercredi 5 juillet après un travail d'étiquetage mené par la Commission nationale de lutte contre la fraude minière qui a identifié les propriétaires et l'origine de ces minerais. Les membres de cette commission ont constaté que ces minerais provenaient du site minier de Bisie, octroyé par le gouvernement à la compagnie Alpha mine. Les minerais ont ensuite été pesés puis étiquetés. Les négociants disent avoir perdu beaucoup d'argent à cause de la saisie de ces minerais pendant une année.

VIH/SIDA: des appareils pour mesurer la charge virale installés au Nord-Kivu. L'ONG Médecins Sans Frontières (MSF) a doté mercredi 5 juillet à Goma la Division provinciale de la santé du Nord-Kivu d'unité de réalisation de la charge virale. Elle est constituée d'appareils qui servent à mesurer la charge virale dans l'organisme des personnes vivant avec le VIH et ceux qui sont sous traitement des antirétroviraux. La mesure de la charge virale consiste à

compter la quantité de virus présente dans le sang. Cette dotation coïncide avec le lancement de la campagne d'information et de sensibilisation de la population de Goma sur le VIH/SIDA.

Protection des enfants, santé sexuelle: le Canada octroie 97 millions de dollars à la RDC.

La ministre canadienne du Développement international et de la Francophonie, Marie-Claude Bibeau, a annoncé jeudi 6 juillet l'octroi d'un financement de 97 millions de dollars à la RDC. L'aide financière accordée par le Canada va notamment aider à protéger les droits de plus de 95 000 enfants de la rue, jeunes à risque et enfants travaillant dans des mines et à proximité de celles-ci, élargir l'accès des femmes et des filles à la gamme complète des services de santé sexuelle et reproductive, fournir une aide humanitaire vitale à plus de 578 000 personnes touchées par des conflits, indique un communiqué du gouvernement canadien. L'annonce de ce financement est intervenue à l'issue d'une visite de deux jours que Marie-Claude Bibeau a effectuée en RDC.

Vendredi 7 juillet.

RDC: la communauté internationale accusée de «dilapider» des fonds alloués au processus électoral.

Le panel des experts de la société civile forces vives accuse sans plus de précision «la communauté internationale» de dilapider les fonds qu'elle alloue au processus électoral en RDC. Dans une déclaration le porte-parole de ce panel, Dieudonné Mushagalusa dénonce le fait que la communauté internationale chiffre actuellement sa contribution au processus électoral en RDC à hauteur de 172 millions de dollars américains alors que, relève-t-il, l'apport de cette contribution est invisible sur le terrain. Il dénonce le «double jeu» de la communauté internationale et appelle à la mise en place des mécanismes à même d'assurer la transparence dans la gestion des fonds que la communauté internationale alloue au processus électoral en RDC.

Gbadolite : la mairie instaure un seul parking pour les véhicules de transport en commun.

Le maire de Gbadolite (Nord-Ubangi), Egide Nyipingo, a décidé depuis mercredi 5 juillet, d'instaurer un seul parking public pour mieux contrôler les mouvements des personnes notamment les réfugiés centrafricains. Cette mesure vise à regrouper au même endroit tous les véhicules qui font le transport en commun dans la ville pour permettre de contrôler les mouvements des personnes et des marchandises. M. Nyipingo affirme que des combattants munis d'armes ou d'effets militaires s'infiltrèrent parmi les réfugiés. Et cela, ajoute-t-il, risque de semer l'insécurité.

Sud-Kivu : le SAESSCAM lance l'identification des exploitants miniers artisanaux.

Le Service d'assistance et d'encadrement du small scale mining (SAESSCAM) a lancé, jeudi 6 juillet à Bukavu, l'enregistrement de tous les exploitants miniers artisanaux du Sud-Kivu.

La CIRGL appelle ses membres à publier les statistiques sur la production des ressources naturelles.

La Conférence internationale sur la région des Grands-Lacs (CIRGL) appelle ses Etats membres à rendre publiques les statistiques de la production et de l'exportation des produits des ressources naturelles. Cette recommandation a été formulée, jeudi 6 juillet, à l'issue d'une consultation de deux jours à Nairobi (Kenya) entre les experts régionaux et différents acteurs du secteur des ressources naturelles. Les participants aux travaux ont également demandé l'harmonisation des régimes fiscaux sur le commerce de l'or pour une gouvernance durable et transparente.

Kisangani : les agents électoraux réclament leurs salaires. Une dizaine de centres d'inscription d'électeurs n'ont pas fonctionné, jeudi 6 juillet à Kisangani (Tshopo). Les agents

électorales affectés par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) ont renvoyé les requérants, justifiant leur action par le non-paiement de leur salaire depuis le début de l'opération. Ils conditionnent la reprise du travail par le paiement de leurs arriérés de deux mois. La ville de Kisangani compte 53 centres ouverts par la CENI pour l'enrôlement d'électeurs lancé depuis le 30 avril dernier.

Le début de l'enrôlement des électeurs aux Kasai annoncé pour le 20 juillet. Le début de l'opération d'enrôlement des électeurs est annoncé pour jeudi 20 juillet. Le président de la Commission électorale nationale indépendante dit avoir avancé cette date suite à l'amélioration de la situation sécuritaire dans cette partie du pays qui était en proie à l'insécurité due aux accrochages récurrents entre les forces de l'ordre et les miliciens de Kamuina Nsapu.

Haut-Katanga: 3 responsables de fonderies poursuivis pour vol présumé des rails. Au Haut-Katanga, trois responsables des fonderies des métaux sont poursuivis, depuis quelques jours, pour avoir acheté, sans documents, les rails de la Société nationale des chemins de fer du Congo (SNCC). Ils sont détenus à la prison centrale de Kasapa, à Lubumbashi. Parmi les trois responsables en détention préventive, il y a un sujet chinois, gérant de la fonderie de Kasumbalesa. Le Parquet général de Lubumbashi le poursuit pour avoir sciemment recelé plusieurs tonnes de métaux ferrés au préjudice de la SNCC et pour avoir lancé cette fonderie sans l'autorisation d'exploitation que délivre le ministère de l'Industrie et PME.

RDC: le gouvernement dément avoir bloqué les militaires belges à Kindu. Le gouvernement congolais dément avoir bloqué une dizaine de militaires belges au camp Kasuko, à Kindu (Maniema), en réaction d'une information diffusée, jeudi dernier, par la chaîne Belge RTL. Selon ce média, toute l'affaire tournerait autour des matériels militaires belges que les autorités congolaises souhaiteraient conserver. Il s'agit d'une dizaine de véhicules blindés, des armes, des munitions et du matériel de transmission, jugé confidentiel par les Belges. Ce que dément un ministre congolais, qui a requis l'anonymat, a indiqué que Kinshasa ne peut pas se permettre de conserver le matériel belge alors qu'il a suspendu, en avril dernier, la coopération militaire avec Bruxelles. D'après cette autorité congolaise, le problème résiderait plutôt autour de nombre de visas demandés par la Belgique pour de personnes devant débarquer à Kindu pour récupérer ce matériel militaire. "La RDC ne peut en aucun cas accorder cinquante visas pour des Belges censés ne venir en RDC que pour faire de la manutention de ce matériel", a-t-il dit. Le gouvernement qui avoue ne s'être pas opposé au départ des militaires belges n'entend qu'accorder vingt visas aux personnes désirant venir faire ce travail de manutention pour la Belgique.

Nord-Kivu: un activiste des droits de l'Homme assassiné à Kirumba. Membre-fondateur de l'ONG Cercle internationale pour la défense des droits de l'homme, la paix et l'environnement (CIDHOPE), Tsongo Sikuliwako a été assassiné, jeudi 6 juillet, à Kirumba (Nord-Kivu). Son organisation attribue cet acte à certains éléments de l'Auditorat militaire de Kirumba qui étaient en contentieux avec la victime. Ceci pour être intervenu en faveur d'une personne victime d'extorsion de quatre chèvres par les militaires de l'auditorat. Le secrétaire exécutif du CIDHOPE, Me Delyco Nyamwami, parle des mesures prises par la société civile après cet assassinat.

Samedi 8 juillet.

Kisangani: Joseph Kabila lance les travaux de réhabilitation de l'aéroport de Bangboka. Le chef de l'Etat, Joseph Kabila a lancé, vendredi 7 juillet, les travaux de réhabilitation de l'aéroport international de Bangboka, à Kisangani (Tshopo). Ces travaux vont être exécutés

par l'entreprise chinoise Zengwei Technical Cooperation pendant douze mois pour un coût de plus de six millions de dollars américains. Une fois ces travaux terminés, l'aéroport international de Bangboka reprendra sa place de la plaque tournante au cœur de la RDC et de l'Afrique en faveur des opérateurs économique et le tourisme.

Kwilu : polémique autour de la révocation de 78 agents de la DGREK. Septante-huit agents de la Direction générale des recettes du Kwilu (DGREK) ont été révoqués par une commission parlementaire de l'assemblée provinciale. Jugeant cette sanction «illégal», ces travailleurs indiquent que cette mesure arrive au moment où ils réclament depuis quelques jours, leurs arriérés de prime de 6 mois. Certains parmi eux affirment être au service de la province depuis 5 ans et continuent à attendre leurs lettres d'affectation en provenance de leur hiérarchie à Bandundu-ville.

Kinshasa : lancement de la campagne «Boire ou conduire, il faut choisir». La Commission nationale de prévention routière (CNPR) a lancé vendredi 7 juillet à Kinshasa, une campagne de sensibilisation des conducteurs dénommée «Boire ou conduire, il faut choisir». Cette action vise à informer ceux qui conduisent sur les dangers qui les guettent quand ils sont en état d'ébriété. Associée à cette action, la fondation Bralima souligne qu'elle voudrait montrer que la vie humaine est plus importante que les affaires, estime son secrétaire général, Laurent Bukasa.

La RDC enregistre une perte de 4,5% du PIB du fait de la sous-alimentation des enfants. Selon une étude réalisée par Programme alimentaire mondial (PAM), l'économie congolaise a enregistré une perte chiffrée de 1,7 milliards de dollars américains, soit 4,5% du PIB. Cette situation est le fait de la sous-alimentation de la malnutrition des enfants. Lançant les résultats de cette étude, jeudi 6 juillet à Kinshasa, le Premier ministre, Bruno Tshibala, a indiqué que la nutrition doit être inscrite au cœur des priorités du développement.

Mbandaka : d'énormes dégâts matériels enregistrés lors d'un incendie. Un incendie grave s'est produit la matinée de samedi 7 juillet, dans une maison jumelée sur l'avenue Salongo, au centre-ville de Mbandaka (Equateur). Les victimes affirment que le feu est parti du compartiment occupé par des jeunes revendeurs d'essence. Mais, ces derniers se sont volatilisés dans la nature. Entre-temps, la population demande aux autorités de doter la ville d'un véhicule anti-incendie et de réglementer aussi le dépôtage de carburant.

Ituri : des faux bulletins en circulation à Bunia. Le ministre provincial l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) en Ituri, Dieudonné Ngadjole, déplore la circulation de faux bulletins d'élèves à Bunia. Le directeur provincial de l'EPSP, Mwenze Mutombo, demande aux parents d'élèves de retourner tous les faux bulletins, afin que les écoles concernées leur délivrent des originaux émis au niveau national. Du côté des parents, ils disent avoir été sommés de payer 1000 FC (6.66 USD) comme frais de bulletin. A en croire le vice-président provincial de l'Association nationale du comité des parents du Congo (ANAPECO), David Mputu, il s'agit d'un cas avéré d'escroquerie et ils doivent être remis dans leurs droits.

Kinshasa: début de la publication des résultats l'examen d'Etat. Le gouvernement a entamé, samedi 8 juillet à Kinshasa, la publication des résultats de l'examen d'Etat édition 2017 à travers les sociétés de téléphonie cellulaire. Cette publication intervient deux semaines après que les élèves finalistes du secondaire ont passé leurs épreuves. Au dernier jour de cet examen national, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel, Gaston Musemena, avait reconnu que ce concours s'était globalement bien déroulé à travers le pays.

Gaston Musemena a par ailleurs fixé au lundi prochain le début de la publication de l'examen d'Etat pour les autres provinces.

"Pas possible" d'organiser les élections avant la fin de l'année (commission électorale). L'organisation des élections présidentielles et législatives en RDC ne sera "pas possible" avant la fin de l'année, a déclaré vendredi 7 juillet à Paris (France) le président de la Commission électorale nationale indépendante, Corneille Nangaa. M. Nangaa a souligné que l'article IV.2 de l'accord de la Saint-Sylvestre prévoyait certes que les parties signataires s'engageaient à l'organisation des élections "au plus tard en décembre 2017" mais aussi que "le Conseil national de suivi de l'accord et du processus électoral, le gouvernement et la CENI peuvent unanimement apprécier le temps nécessaire pour le parachèvement desdites élections". Or, selon M. Nangaa, les conditions de sécurité dans plusieurs provinces du pays, notamment le Kasai, ne permettent pas pour l'instant un déroulement correct du scrutin. Les opérations d'enregistrement des électeurs sont en cours dans le pays, a-t-il assuré, et 78% des électeurs potentiels figurent déjà sur les listes électorales.

Mbandaka: tension à l'Université technologique internationale au Congo. Une vive tension est observée depuis vendredi 7 juillet à l'Université technologique internationale au Congo (UTIC), à Mbandaka (Equateur). Des étudiants en colère boudent la tenue précoce des examens et ce qu'ils considèrent comme exagération de frais académiques fixés au taux actuel du dollar américain. Pour manifester leur mécontentement, ils ont caillassé leur bâtiment et barricadé tous les passages.

Fibre optique: la SCPT a besoin de 4 millions USD pour augmenter sa capacité. Le directeur ai de la Société congolaise de postes et télécommunications (SCPT), Patrick Umba indique que son entreprise a besoin de 4 millions de dollars américains pour augmenter la capacité de la fibre optique. «La capacité qui arrive à Moanda est de 100 giga mais le transport de Moanda jusqu'à Kinshasa n'est que de 10 giga. C'est-à-dire, nous avons une grande capacité qui arrive au niveau de l'océan mais nous transportons juste une petite capacité». Patrick Umba a reconnu que la demande du marché est au-delà de 20 giga et la SCPT va tout faire pour augmenter la capacité entre Moanda et Kinshasa pour arriver à 40 giga. La RDC est connectée, depuis quatre ans, à la fibre optique à partir du centre d'atterrage de Moanda.

La ville de Goma accueille la 12^e édition du CIFF. Le Centre de création artistique et d'échange culturel "Yole Africa" organise, du 8 au 16 juillet, la 12^e édition du Congo International Film Festival (CIFF), à Goma (Nord-Kivu). A travers cette manifestation, les artistes et autres membres de la communauté locale vont se rencontrer autour des projections cinématographiques, suivies de débats, des ateliers de formation, des concours de danses et autres dans une ambiance festivaire.

Dimanche 9 juillet.

Vodacom annonce le rétablissement de son réseau. L'entreprise de télécommunication Vodacom a annoncé dimanche 9 juillet tôt dans la matinée sur les réseaux sociaux le rétablissement de son réseau interrompu depuis la veille. Cette interruption du signal de Vodacom a été causée par un incendie au bureau technique de l'entreprise de télécommunication.

La réhabilitation de la voirie de Kisangani va reprendre «d'ici deux semaines». Le ministre des Infrastructures et Travaux publics, Thomas Luhaka, a annoncé samedi 8 juillet

que les travaux de réhabilitation de 11 km de la voirie de la ville de Kisangani vont bientôt reprendre. Ces travaux, réalisés par l'entreprise chinoise Zengweyi, sont suspendus depuis trois ans faute de moyens. Le ministre a fait savoir qu'un autre projet mené par la société CREC 7 et l'agence congolaise des grands travaux devait permettre d'améliorer l'état des routes de la ville de Kisangani. Par ailleurs, Thomas Luhaka a annoncé d'autres projets routiers pour désenclaver la ville de Kisangani qui devrait être reliée à Lubutu et Ubundu.

Crash d'Hewa Bora à Kisangani: l'indemnisation des victimes se fait toujours attendre (ONG). Le 8 juillet 2011, un Boeing 727 d'Hewa Bora rate son atterrissage et s'écrase près de l'aéroport international de Bangboka à Kisangani, à plusieurs mètres de la piste. Le bilan est lourd : environ 80 morts, une quarantaine de survivants. Plus de 100 passagers étaient à bord de l'avion. Le président du groupe «Justice et libération pour la défense et la promotion des droits de l'homme», Pierre Kibaka, interpelle le gouvernement congolais sur le sort des victimes. «Jusqu'à ce jour, regrette M. Kibaka, ni nos frères et sœurs qui sont morts dans cet appareil moins encore les survivants n'ont reçu aucune réparation.» Le président de l'ONG déplore le mutisme des autorités, faisant remarquer que la société Hewa Bora «a disparu». Ce qui, selon lui, complique la tâche des victimes qui cherche à obtenir réparation.

Bukavu: une marche de la société civile empêchée par la police. La marche prévue samedi 8 juillet à Bukavu par la Fédération de la société civile congolaise n'a pas eu lieu. Le maire de la ville avait interdit la manifestation. La police s'est interposée devant plus de 1000 personnes qui s'apprêtaient à participer à la marche. La foule s'est dispersée dans le calme. Déçu, le vice-président de cette coalition des mouvements de la société civile Frederick Mushagalusa a indiqué que la marche de protestation avait notamment pour objectif de dénoncer la dépréciation du franc congolais et de réclamer la publication d'un calendrier électoral.

Nyiragongo: 12 personnes sont mortes de diarrhées et de vomissements. Douze personnes sont mortes de diarrhées et vomissements à Kanyaruchinya dans le territoire de Nyiragongo au Nord-Kivu depuis vendredi 7 juillet. Il s'agit de 7 enfants âgés de moins de 5 ans et de 5 adultes. Les mêmes sources rapportent qu'environ 120 malades qui sont soignés notamment à l'hôpital provincial de Goma présentent les mêmes symptômes. Des sources du Centre de santé de Kanyaruchinya affirment que la pénurie d'eau dans cette partie du Nord-Kivu, proche de la ville de Goma, explique la multiplication des cas de diarrhées et de vomissements.

L'IRDH désapprouve l'annonce de la non-tenue des élections cette année. L'Institut de recherche en droits humains (IRDH) juge illégal et arbitraire l'annonce de la non-tenue des élections en RDC cette année. Le président de la Commission électorale nationale indépendante (CENI), Corneille Nangaa, a annoncé vendredi 7 juillet à Paris que l'organisation des élections présidentielle et législatives en RDC ne sera «pas possible» avant la fin de l'année. L'accord politique signé le 31 décembre 2016 par le pouvoir et l'opposition prévoit pourtant la tenue de ces élections avant la fin de cette année. Pour le directeur général de l'ONG IRDH, Hubert Tshiswaka, rien ne justifie ce report. Pour lui, le report de l'élection «porte atteinte au droit de vote» des Congolais.

Mongala : environ 30% soutirés des primes de risque des infirmiers et personnel de santé. Trente pourcents sont toujours soutirés sur les primes de risque des infirmiers et personnel de santé de Bumba (Mongala). Un infirmier en chef de ce territoire continue à percevoir trente-quatre mille Francs congolais (22 USD), alors que leurs collègues des provinces des Nord et Sud-Ubangi touchent cinquante-sept mille Francs congolais (38 USD),

ont-ils dénoncé dimanche 9 juillet. En dépit des démarches menées auprès des autorités provinciales pour avoir gain de cause, la situation reste la même depuis mars 2016. Les infirmiers et personnel de santé se disent exaspérés et promettent d'engager d'autres actions plus contraignantes en vue de mettre fin au déficit de leurs primes depuis mars 2016.

Sud-Kivu : pétition contre Marcellin Cishambo, 30 000 signatures déjà collectées. Trente mille signatures sont déjà collectées par un groupe d'habitants de Bukavu qui exigent la déchéance du gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Cishambo. Dans une déclaration faite samedi 8 juillet, les pétitionnaires lui reprochent la mauvaise gestion. Ce groupe d'habitant se joint aux dix-huit députés qui ont initié une motion de défiance contre le gouverneur. Les leaders des pétitionnaires envisagent récolter 100 000 signatures auprès de la population.

Goma: démarrage de la 12e édition «Congo International Film Festival». La 12e édition de Congo International Film Festival (CIFF) a démarrée, samedi 8 juillet en soirée à Goma au Nord-Kivu. A l'affiche, des films congolais et étrangers. Le chargé de communication de «Yole ! Africa», Gaeus Kowene, se réjouit de la présence d'un public nombreux et métissé. Ce festival est organisé par l'ONG «Yole ! Africa».

Lundi 10 juillet.

Ituri : 13 personnes kidnappées en six mois à Asome. Treize personnes ont été kidnappées depuis le début de l'année dans le village Asome, en territoire de Mambasa (Ituri), a dénoncé dimanche 9 juillet l'administrateur du territoire, Alfred Bongwalanga. Il a indiqué qu'un homme est porté disparu depuis vendredi. Il serait enlevé par des hommes armés. Selon des témoins, la victime qui serait scieur de bois a été appréhendée pendant qu'il était dans son chantier tôt dans la matinée. Cet enlèvement porte à treize le nombre total de personnes prises en otages entre janvier et juillet. Alfred Bongwalanga a précisé deux des otages avaient été tués par leurs ravisseurs. Ce phénomène devient récurrent dans ce territoire et les kidnappeurs finissent par demander une rançon avant de libérer leurs otages.

Cinq contrats illégaux d'exploitation forestière annulés. Les autorités congolaises ont annulé cinq contrats d'exploitation forestière pour avoir été attribués en violation du moratoire de 2002 sur l'octroi de nouvelles concession forestière. Les "cinq contrats illégaux" annulés ont été passés entre septembre et novembre 2016 par un ancien ministre de l'Environnement congolais, Robert Bopolo avec des sociétés de droit congolais. Pourtant, le même ministre avait annulé en octobre 2016 pour cause "d'illégalité" trois contrats attribuant des concessions forestières à deux sociétés chinoises. Il n'a pu être joint dimanche par l'AFP. Dans un communiqué en février 2017, l'organisation environnementale Greenpeace avait accusé M. Bopolo d'avoir accordé en septembre 2016 "dans la plus parfaite illégalité, une concession forestière" à un homme que l'organisation avait présenté comme un conseiller du président congolais Joseph Kabila et une autre concession à un député membre du parti présidentiel. Début 2016, M. Bopolo avait suscité l'émoi de plusieurs ONG de défense de l'environnement en déclarant que la RDC envisageait de mettre fin au moratoire de 2002. Il avait justifié cette option par l'intérêt financier pour le Congo de tirer des revenus de ses forêts.

Kindu : une quarantaine d'agents des services de sécurité sensibilisés au respect des libertés publiques. Une quarantaine d'agents de la police nationale, de l'armée, de la migration et des services de renseignement ont suivi du jeudi à samedi 8 juillet à Kindu une formation sur les droits et libertés dont jouissent les citoyens et les personnes en conflit avec la loi ainsi que les attitudes à adopter face à de personnes qui manifestent au nom des libertés

publiques. Ce séminaire de formation est l'initiative du Bureau conjoint des Nations Unies aux droits de l'homme.

Ituri: les députés appellent la milice FRPI à saisir la main tendue par les autorités. Le caucus des députés nationaux originaires du territoire d'Irumu ont demandé dimanche 9 juillet aux leaders de la milice FRPI à saisir la main tendue par les autorités pour mettre fin à leur activisme. Pour ces élus, il faut résoudre par le dialogue cette crise qui dure depuis plus de 10 ans. La milice FRPI est active dans certains territoires de la province de l'Ituri. Ses combattants sont accusés de nombreuses exactions contre les populations civiles.

Report d'élections en RDC : l'Alternance pour la République dénonce la déclaration « unilatérale » de Nangaa. La plateforme politique de l'opposition Alternance pour la République (AR), membre de la coalition de l'opposition «Rassemblement», a dénoncé lundi 10 juillet à Radio Okapi le caractère « unilatéral » de la déclaration du président de la Ceni Corneille Nangaa faite vendredi dernier depuis Paris sur « l'impossibilité d'organiser les élections avant la fin de l'année 2017 ». Delly Sesanga, le président de cette plateforme ne comprend pas que la CENI annonce seule le report de la tenue d'élections alors que le processus électoral est inclusif. Le président de l'AR estime que la déclaration du président de la CENI est un aveu d'échec et d'incompétence des dirigeants de cette institution à accomplir leurs missions. Il leur conseille dès lors de démissionner.

Report d'élections en RDC : la Majorité présidentielle salue la « déclaration censée et motivée » de Corneille Nangaa. La Majorité présidentielle (MP) trouve « censée » la déclaration de Corneille Nangaa qui a affirmé vendredi à Paris qu'il n'était pas possible d'organiser les élections d'ici 2017. Le porte-parole de la MP, André Alain-Atundu, a estimé lundi 10 juillet que cette déclaration était « fondée parce qu'elle tient compte des paramètres sécuritaires de la RDC ».

RDC: le M17 appelle à la démission de Thambwe Mwamba du gouvernement. Le Mouvement du 17 mai (M17) recommande au chef de l'Etat, Joseph Kabila, d'exiger la démission du ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, du gouvernement. Le président de ce parti, Augustin Kikukama, a expliqué que l'appel du M17 est lié à la plainte que la justice belge a déposée, depuis deux semaines à Bruxelles, contre Thambwe Mwamba. Augustin Kikukama a également fait remarquer qu'il y a une jurisprudence en la matière avec d'autres membres du gouvernement qui avaient été poussés à la démission après avoir été cités dans le rapport de panel de l'ONU sur les pillages des ressources naturelles de la RDC.

Nord-Kivu: les habitants de Kipese en brousse après les combats entre FARDC et miliciens. La population de Kipese, en territoire de Lubero (Nord-Kivu), vit en brousse suite aux accrochages survenus, depuis dimanche 9 juillet, entre les FARDC et les Maï-Maï Mazembe. Le secrétaire exécutif de la Convention pour le respect des droits de l'homme (CRDH), Olivier Kinzandu, plaide pour une assistance humanitaire en faveur de ces populations qui ont fui les unes dans la forêt, les autres vers les milieux plus ou moins sécurisés.

Mardi 11 juillet.

La RDC au cœur d'une crise humanitaire «suffocante», affirme Ocha. «Ces six derniers mois, la RDC est au cœur d'une crise humanitaire suffocante », a déclaré le Bureau de coordination des affaires humanitaires (Ocha), dans un communiqué daté du 7 juillet. L'agence du système de l'ONU attribue cette situation à un certain nombre de raisons qui,

selon elle, ont toutes une incidence négative sur la vie de la population du pays. La moitié de vingt-six provinces de la RDC sont touchées par les violences armées, les conflits intercommunautaires, les maladies et les catastrophes naturelles. Les maladies comme le choléra et la rougeole surgissent fréquemment tandis que le paludisme connaît une ascension toujours croissante, note l'agence. La malnutrition, liée fortement à l'insécurité et aux mouvements de populations, a pris de l'ampleur en RDC, avec près de deux millions d'enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère. Par ailleurs, l'agence relève que la RDC compte 3,8 millions de personnes déplacées. Un tiers d'entre eux se trouve au Kasai, cette partie du pays en proie aux affrontements entre les forces de l'ordre et les miliciens de Kamuina Nsapu. A part des déplacés internes, la RDC fait face à flux permanent de réfugiés provenant de ses voisins, notamment du Burundi, de la République Centrafricaine et du Soudan du Sud. La RDC est, par ailleurs, confrontée par l'insuffisance de ressources financières et n'offre pas non plus aux humanitaires l'accès aux communautés affectées.

Nord-Kivu: violents combats entre miliciens et militaires à Ishasha. De violents affrontements opposent depuis ce mardi 11 juillet les Forces armées de la RDC aux miliciens Maï-Maï du groupe du chef milicien Charles Kakule à Ishasha, près de la frontière ougandaise. L'attaque contre la position de l'armée à Ishasha a été lancée vers 4 heures, rapportent des sources locales. Selon des sources sécuritaires, les militaires ont été surpris par l'attaque avant de faire «un repli stratégique» pour «revenir en force» plus tard. Les habitants d'Ishasha ont quitté la localité, trouvant refuge loin de la zone de combat.

Journée du barreau: le ministre de la Justice interpelle les avocats sur la corruption. A l'occasion de la célébration de la journée nationale du barreau, le ministre de la Justice, Alexis Thambwe Mwamba, a interpellé lundi 10 juillet les avocats sur des pratiques qui ternissent l'image de leur profession. Il a cité la corruption, la multiplication des manœuvres dilatoires, le manque de loyauté, de sincérité. Il a invité les avocats à redorer l'image de leur profession.

La RDC parmi les neuf pays du monde où sera concentrée la moitié de la population. La journée mondiale de la population est célébrée, mardi 11 juillet sous le thème : «Planification familiale: autonomisation des populations et développement des nations». D'après un rapport de l'ONU sur les projections de la population mondiale datant du 21 juin dernier, la RDC fait partie de neuf pays du monde où sera concentrée la moitié de la croissance de la population mondiale. Cette situation s'explique par la contribution de ces Etats à la croissance démographique mondiale. Ce rapport note qu'au cours des dernières années, la fécondité a diminué dans presque toutes les régions du monde. Même en Afrique, où les niveaux de fertilité sont les plus élevés de toute région, la fertilité totale est tombée de 5,1 naissances par femme durant la période 2000-2005 à 4,7 au cours de la période 2010-2015.

Centrale de Matebe: de l'électricité et de l'emploi pour protéger le parc des Virunga. Inaugurée en décembre 2015, la centrale électrique de Matebe fournit actuellement de l'électricité dans plusieurs agglomérations du Nord-Kivu. Le projet financé par la fondation américaine Howard Buffet est censé protéger le Parc national des Virunga de la pression humaine. Le parc est notamment confronté à la coupe des arbres qu'effectue la population riveraine. Cette dernière utilise le bois comme combustible. En plus de proposer une nouvelle source d'énergie qui protège les ressources du parc, la centrale électrique a permis l'avènement de plusieurs activités pour les habitants de la région. Les activités générées par la centrale ont-elles permis de réduire le braconnage dans le parc ? C'est en tout cas ce que pense le conservateur Innocent Mburanumwe, chef de site adjoint du Parc des Virunga. Au moins 80 braconniers et coupeurs de route se seraient rendus à l'ICCN au cours des trois derniers mois. Ils auraient décidé d'abandonner le braconnage.

Annnonce du report des élections: le Rassemblement de l'opposition dénonce «une fuite en avant». La coalition de l'opposition «Rassemblement» dirigé par Félix Tshisekedi et Pierre Lumbi estime que l'annonce du président de la commission électorale sur l'impossibilité d'organiser les élections avant la fin de cette année est «une fuite en avant». «Le Rassemblement dénonce cette fuite en avant et n'entend pas cautionner l'entreprise de confiscation de la liberté des Congolais de se choisir leurs dirigeants», indique un communiqué de ce regroupement de l'opposition lu lundi 10 juillet par son rapporteur, Docteur Bwassa. Le Rassemblement de l'opposition accuse le président Kabila d'être l'initiateur de cette «déclaration de guerre au peuple congolais». Ces opposants annoncent que le président de la commission électorale Corneille Nangaa sera «personnellement tenu pour responsable» du «décalage dans l'organisation des élections qui doivent se tenir à la fin de cette année».

Les avocats et défenseurs judiciaires de l'Ituri plaident pour l'implantation d'une Cour d'appel à Bunia. Les avocats et défenseurs judiciaires de la province de l'Ituri plaident pour l'implantation de la Cour d'appel et du parquet général à Bunia. Selon eux, de nombreux justiciables qui ont été allés en appel éprouvent des difficultés pour suivre l'évolution de leurs dossiers à la cour d'appel de Kisangani (Tshopo) située à environ 700 km de Bunia. Me Nicolas Londjiringa, l'un des avocats de l'Ituri, révèle qu'environ 200 dossiers en appel traînent à Kisangani. Après la décentralisation sur le plan politique, les nouvelles provinces dépendent toujours des anciennes Cours d'appel.

Projet de la cimenterie de Maiko : le gouvernement désigne un nouvel investisseur. Le ministre de l'Industrie Marcel Ilunga a révélé lundi 10 mai à Kisangani (Tshopo) que le gouvernement congolais a désigné un nouvel investisseur, Satarem Hong Kong, pour matérialiser le projet de la cimenterie de Maiko dont la première pierre était posée le 30 juin 2007 par le chef de l'Etat. La compagnie Satarem Hong Kong apporte 250 millions de dollars américains pour construire une usine ayant une capacité d'un million de tonnes de ciment gris par an, indique le ministre de l'Industrie. Le gouvernement devra limiter la concession des matières premières (calcaires) de plus de 24 hectares à Kayete, construire le pont Maiko et réhabiliter la route d'accès sur le site.

Nord-Kivu: 12 morts dans des accrochages entre miliciens à Kasugho. Douze personnes ont trouvé la mort dans des affrontements qui opposent, depuis quatre jours, les Mai-Mai Mazembe à ceux de Nduma Defense of Congo (NDC/Rénové), à Kasugho, en territoire de Lubero (Nord-Kivu). La situation humanitaire et sécuritaire reste précaire dans cette contrée, vidée de ses habitants.

L'épidémie de choléra déclarée à Goma et Nyiragongo. Le vice-gouverneur du Nord-Kivu, Feller Lutahichirwa a officiellement déclaré, mardi 11 juillet, l'épidémie de choléra dans la ville de Goma et dans la cité de Nyiragongo, voisin de la capitale provinciale du Nord-Kivu. Il a indiqué que cette pathologie touche déjà au moins 578 personnes, enregistrées, depuis six jours, dans les structures de santé de Goma dont quatre morts. Feller Lutahichirwa a assuré qu'une riposte efficace est déjà envisagée, avec le concours des partenaires du gouvernement provincial.

Kwilu: 13 000 déplacés vivent dans des conditions déplorable à Gungu. Treize mille déplacés, issus des conflits armés du Kasai, ont été enregistrés à Gungu-cité, dans la province du Kwilu. Selon la société civile de cette cité, ces déplacés vivent dans des conditions

déplorables et sont presque dépourvus de tout. Ils n'ont pas la nourriture et n'ont pas non plus accès aux soins médicaux.

Violences aux Kasai: le MR dénonce «d'acharnement» contre Clément Kanku. Le Mouvement pour le Renouveau (MR) fustige ce qu'il qualifie d'acharnement du Parquet général de la République contre son président, Clément Kanku. Le secrétaire général de ce parti, Lucien Ingole Isekemanga, a estimé que la justice [congolaise] est instrumentalisée par les détracteurs de Clément NKaku. Il s'étonne que le président du MR ait reçu deux mandats de comparution, en l'espace de deux jours. Pour rappel, le quotidien américain The New York Times qui s'appuie sur un enregistrement trouvé dans l'ordinateur de la Suédoise Zaina Catalan, l'un des experts de l'ONU assassiné dans le Kasai, affirmait que Clément Kanku serait impliqué dans les violences liées à la milice Kamuina Nsapu aux Kasai.

Examen d'Etat 2017: le taux de réussite a augmenté de 3% à Kinshasa. A Kinshasa, le taux de réussite à l'examen d'Etat est passé de 68 à 71%, soit une hausse de 3%. Les meilleurs candidats de la ville de Kinshasa proviennent en grande parties des écoles conventionnées catholiques, suivies des écoles privées agréés, écoles non conventionnées, écoles protestantes, les salutistes et les Kimbanguistes et enfin les autodidactes ferment cette liste. L'Inspection générale de l'EPSP a également renseigné que Kinshasa avait aligné plus de 100 000 candidats au cours de cette édition. Le taux de réussite est de 62% au Kwango, 58% au Maniema et 61% au Tanganyka.

Mercredi 12 juillet.

Francine Muyumba plaide pour la création d'un fonds national de la jeunesse. La présidente de l'Union panafricaine de la jeunesse, Francine Muyumba plaide pour la création d'un fonds national et provincial de la jeunesse en RDC. Cet appel est consécutif à l'adoption par les chefs d'Etat africains d'une résolution lors du 29eme sommet de l'Union africaine (UA), encourageant la création de tels fonds. A l'en croire, cet argent va permettre aux jeunes d'avoir accès aux financements pour la création d'emplois.

Paie des fonctionnaires: le Synamed appelle au réajustement en fonction du taux de change. Le Syndicat national des médecins du Congo (Synamed) appelle le gouvernement à appliquer le taux de change actuel à la paie des fonctionnaires au mois de juillet. A Kinshasa par exemple, un dollar américain se change à 1500 francs congolais alors que les fonctionnaires sont encore payés au taux de 930 francs congolais pour un dollar américain. Ce qui a pour conséquence d'effriter le pouvoir d'achat dans un environnement économique qui subit une forte influence du dollar. Le secrétaire général du Synamed, docteur Mankoy Badjoki, a regretté lundi que le gouvernement n'ait pas respecté à sa promesse de payer les fonctionnaires conformément à la fluctuation du taux de change.

La ville de Lusambo asphyxiée économiquement, selon l'abbé Paulin Kutenalu. L'abbé Paulin Kutenalu, curé de Lusambo, demande aux autorités de sa province de se pencher sur l'état socio-économique de cette partie du pays asphyxiée depuis près de six mois. Cette situation est consécutive à la présence de la milice se réclamant de Kamuina Nsapu entre les localités de Bakwa Bumba et Mutombo Dibwe. Ces éléments ont bloqué le passage et du coup, indique-t-il, aucun véhicule n'emprunte ce chemin avec des produits manufacturés.

Une campagne pour la sécurisation de l'assistance humanitaire lancée à Mbuji-Mayi. Des organisations internationales travaillant dans l'humanitaire dont Ocha et l'Oms ont lancé mardi 11 juillet à Mbuji-Mayi une campagne de sensibilisation des autorités politico-

administratives et militaires de la province du Kasai-Oriental en vue d'obtenir leur implication dans la sécurisation des humanitaires et leur collaboration pour faciliter l'accès des humanitaires dans des zones en besoin d'assistance. Le gouverneur Alphonse Ngoyi Kasanji s'est engagé à accompagner les humanitaires dans leurs efforts d'assister les victimes des zones affectées par l'insécurité.

Ex-Katanga : conditions de travail précaires des magistrats. Les magistrats et le personnel de l'ordre judiciaire affectés dans les provinces issues de l'ancien Katanga travaillent dans des conditions précaires, a affirmé mardi le premier président de la cour d'appel de Lubumbashi, Paulin Ilunga. D'après le numéro 1 des magistrats de l'ancien Katanga, le nombre des magistrats affecté sur l'ensemble de ces provinces est largement insuffisant par rapport au besoin. Il a déploré le fait que la plupart des tribunaux de paix disséminés dans l'espace Katanga n'ont pas leurs propres locaux. Ces juridictions sont soit logées soit locataires et fonctionnent avec des frais de fonctionnement précaires.

ONU: Washington veut sanctionner la RDC pour le retard des élections. Les Etats-Unis ont menacé mardi la RDC de sanctions si les élections ne se déroulaient pas comme prévu cette année et ont exhorté le Conseil de sécurité des Nations unies à punir les responsables des violences. "Les retards sur les élections ne peuvent pas continuer", a déclaré l'ambassadrice américaine adjointe Michele Sison lors d'une réunion du Conseil sur la crise en RDC. "La communauté internationale doit prendre les devants et intensifier la pression non seulement sur le président Kabila et son gouvernement, mais aussi sur la commission électorale nationale indépendante", a-t-elle déclaré. Les Etats-Unis et l'Union européenne ont imposé des sanctions contre plusieurs responsables proches du président Kabila pour les retards dans l'organisation des élections et les violations des droits de l'homme, en particulier dans la région du Kasai. "Nous sommes prêts à prendre des mesures supplémentaires pour sanctionner ceux qui tentent d'entraver la première transition démocratique en RDC", a martelé Mme Sison.

Ituri : Innocent Banga Karaba, journaliste de la RTNC, tué à Bunia. Innocent Banga Karaba, journaliste de la RTNC, la chaîne de radio-télévision publique congolaise, a été abattu mercredi 12 juillet à Bunia (Ituri) vers 4 heures du matin à son domicile par un inconnu. Cet avant-midi, les journalistes ont organisé une marche de protestation dans les rues de Bunia sous l'encadrement de la police jusqu'au gouvernorat de la Province. Ces professionnels des médias ont été reçus par le vice-gouverneur qui a promis « d'ouvrir des enquêtes sérieuses, afin de mettre la main sur le criminel ». Innocent Banga Karaba est le deuxième journaliste de Bunia à « être sauvagement abattu par des inconnus dans moins de cinq ans », rappellent les journalistes de Bunia.

ONU : Jean-Pierre Lacroix appelle à «remettre l'accord de la Saint Sylvestre sur les rails». Devant le Conseil de sécurité mardi 11 juillet, le Secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des opérations de maintien de la paix Jean-Pierre Lacroix, a appelé les acteurs nationaux et internationaux à se mobiliser pour remettre l'accord sur les rails. Le Secrétaire général adjoint a indiqué que cet accord « a tracé les contours de la transition en cours », en vue de la tenue des élections à la fin 2017. Cependant, a-t-il alerté, à moins de six mois des élections, «le consensus s'est progressivement effrité». Quant aux récentes déclarations du président de la Ceni évoquant l'impossibilité d'organiser les élections en 2017, il a estimé qu'elles constituent «un motif supplémentaire de préoccupations».

Haut Uélé : l'administrateur du territoire de Dungu plaide pour l'éradication de la LRA. L'administrateur du territoire de Dungu dans la province du Haut Uélé, Christophe

Ikando, demande aux FARDC et aux casques bleus d'éradiquer les miliciens de la LRA. Il fait remarquer que la situation sécuritaire précaire dans ce territoire est caractérisée par des enlèvements, pillages, et exploitation des ressources minières par les rebelles de la LRA. Le commandant secteur des FARDC dans la région, le Général Bonane, indique que la présence des éleveurs Mbororo, complices de ces rebelles, est un obstacle dans le travail de la sécurisation de la zone. Pour le commandant adjoint de la force onusienne, les rebelles de la LRA restent un problème fondamental et structurel d'insécurité et de violences dans la région des Uélé qu'il faut absolument combattre.

Nord-Kivu : 12 morts dans les affrontements entre FARDC et Mai-Mai Kakule. Neuf militaires et trois miliciens Mai-Mai de Charles Kakule sont morts mardi 11 juillet dans les affrontements qui ont eu lieu dans la localité d'Ishasha dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), renseignent les sources militaires. Ces neuf militaires ont trouvé la mort au cours de cette embuscade. Elles précisent que quatre militaires ont été blessés, un autre est porté disparu.

MSF appelle à la libération de trois de ses membres retenus en otage par les ADF depuis 4 ans. Médecins sans frontières (MSF) appelle, dans un communiqué publié mardi 11 juillet, à la libération de ses trois employés, kidnappés durant l'attaque du village Kamango (Nord-Kivu) par le groupe armé Allied Democratic Forces (ADF). Ils ont été kidnappés depuis 2013 alors qu'ils effectuaient une mission exploratoire pour évaluer les besoins médicaux à Kamango, dans la province du Nord-Kivu. MSF demande « à ce que les décideurs et personnes influentes en RDC et dans la région s'engagent pour la libération des otages et œuvrent pour un dénouement rapide de la situation ». La Monusco réitère son appel à l'application de l'accord de la Saint-Sylvestre. Le porte-parole intérimaire de la mission onusienne, Théophile Kinda, a livré cette position mercredi 12 juillet au cours de la conférence de presse hebdomadaire de l'ONU, à Kinshasa. Il réagissait ainsi aux propos du président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa qui a annoncé, vendredi dernier, le report des élections en RDC. Il a également exprimé la volonté de la Monuco de poursuivre ses bons offices en vue de la publication, dans les meilleurs délais, du calendrier électoral conformément à la Résolution 2348. Dans son allocution, il a déploré la mise en œuvre « largement insuffisante » de cet accord, censée régir la transition en cours et baliser le chemin vers les élections en RDC.

Les professeurs d'université réclament des salaires conformes au taux de change. Le Conseil des professeurs d'universités au Congo (CPUC) plaide pour le réajustement des salaires de ses membres, conformément au comportement de la monnaie nationale sur le marché de change. Cette structure a déploré, mercredi 12 juillet à Kinshasa, la clochardisation des enseignants et exige qu'ils soient payés pour ce mois de juillet au taux de 1600 FC pour un dollar américain. Selon le CPUC, les dernières augmentations des salaires des professeurs remontent à 2010.

Opposition républicaine : certains cadres quittent le bateau. Certains cadres de la plateforme Opposition républicaine (OR) dirigée par le président du Sénat Léon Kengo wa Dondo ont décidé de quitter la plateforme. Bofasa Djema, Kumbu Kumbel, Jean-Baptiste Bomanza, Joseph Lumbala et Claude Munga Makayi ont, dans une lettre commune du 3 juillet, reproché à Léon Kengo le déviationnisme par rapport à la vision du regroupement et le favoritisme envers les membres de son parti politique et de sa famille. Jean-Baptiste Bomanza, l'un des partants, affirme que les dissidents ne partagent plus la même vision avec l'autorité morale de l'OR.

Le MLC accuse Corneille Nangaa de vouloir pérenniser l'illégitimité des institutions. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) s'insurge contre le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) qui a annoncé l'impossibilité de l'organisation des élections en RDC avant fin 2017, conformément au prescrit de l'Accord du 31 décembre 2016. «Il ne faut pas que Monsieur Nangaa joue avec le feu. S'il veut jouer aussi le jeu de pérenniser l'illégitimité des institutions et de leurs animateurs, je crois qu'il va endosser la responsabilité». Pour Eve Bazaïba, toutes les institutions de la RDC sont tombées dans l'illégitimité.

Gabriel Kyungu dénonce l'emprisonnement de plus de 300 militants de l'Unafec. Plus de 300 militants de l'Union nationale des fédéralistes du Congo (Unafec) sont illégalement incarcérés depuis deux ans à travers le pays. Le président de ce parti de l'opposition, Gabriel Kyungu wa Kumwanza déclare : «Je suis le parti martyr de ce régime. J'ai beaucoup de jeunes gens qui sont dans des prisons mêmes dans des résidences privées de certains individus. Le groupe de Zazu et les autres qui sont au cachot de l'ANR à Kinshasa depuis bientôt deux ans, sans papiers, sans procès. Ils sont là parce qu'ils ont péché d'être de l'Unafec. Je ne peux pas aller en dessous de 300 jeunes gens en prisons».

38 nouvelles fosses communes «probables» découvertes au Kasai. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) annonce la découverte de 38 nouvelles autres fosses communes «probables» à Diboko et à Sumbula dans la province du Kasai.

Jeudi 13 juillet.

Parc de la Garamba: 45 éléphants abattus au premier semestre 2017. Environ quarante-cinq éléphants ont été abattus au premier semestre de 2017, dans le parc national de la Garamba, situé à cheval entre les territoires de Dungen et Faradje (Haut-Uélé). Ce braconnage est attribué aux rebelles LRA, aux rebelles sud-soudanais, aux éleveurs Mbororo ainsi qu'aux groupes armés locaux. Aladji Somba indique également que le parc national de la Garamba fait face à plusieurs menaces. D'une superficie de 12 500 km², le parc national de la Garamba compte trois domaines de chasse.

Le consul belge à Lubumbashi veut s'imprégner du conflit Pygmées-Bantous dans le Tanganyika. En visite de deux jours à Kalemie (Tanganyika), le consul général de la Belgique à Lubumbashi (Haut-Katanga), Philippe Bronchain, a indiqué mercredi 12 juillet vouloir s'imprégner du conflit entre Pygmées-Bantous dans cette partie du pays et s'informer sur les pistes des solutions. A cet effet, M. Bronchain s'est entretenu avec le gouverneur du Tanganyika, président de l'assemblée provinciale, les responsables de la Monusco et des agences du système des Nations unies.

Report des élections en RDC : Richard Muyej salue l'honnêteté de la Ceni. Le gouverneur du Lualaba, Richard Muyej, salue le fait que l'annonce du report des élections soit arrivée un peu plus tôt qu'au mois de décembre pour «éviter de créer la confusion inutilement». «J'admire l'honnêteté du président de la Ceni. Tout le monde connaît le budget qui a été affecté pour cette organisation et l'argent que nous cherchons pour combler le déficit. Et, il faut éviter les déclarations qui intoxiquent l'opinion», a ajouté M. Muyej.

Haut-Uele : des militaires appelés à protéger la population. Le commandant de la 3ème zone de défense des forces armées de la RDC dans le Haut-Uele, le général Léon Mushale demande aux militaires déployés dans la province d'assurer avec succès la mission assignée à

l'armée dans cette région, celle de protéger la population et ses biens et de défendre l'intégrité du territoire national.

Les ministres provinciaux du Genre évaluent l'application des lois sur le genre. Les ministres provinciaux et chefs des divisions provinciales du genre évaluent depuis mercredi 12 juillet à Kinshasa la mise en œuvre des stratégies et lois en rapport avec le genre définies lors du forum national sur le genre de février 2016. Ce forum avait réfléchi sur des stratégies à mettre en place pour la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des jeunes filles en RDC. Et d'après la coordination de la cellule d'études et de planification de la promotion de la femme, famille et protection de l'enfant, environ 50% des recommandations issues de ce forum ont été exécutées.

Manifestation de la Lucha contre la pénurie d'eau à Goma. Une dizaine de militants du mouvement citoyen la Lutte pour le changement ont manifesté mercredi 12 juillet dans les rues de Goma pour réclamer l'amélioration de l'adduction d'eau dans la ville. D'après l'un des manifestants, la ville de Goma fait depuis plusieurs semaines face à la pénurie d'eau potable dans l'indifférence des autorités provinciales.

Bunia : les journalistes protestent contre l'assassinat de leur confrère, Banga Karaba de la RTNC. Les chaînes des radios locales ont cessé d'émettre mercredi 13 juillet à Bunia (Ituri), à la suite d'une journée sans médias décrétée par l'Union nationale de la presse du Congo. Ils protestaient contre la mort d'Innocent Banga Karaba de la RTNC, tué à son domicile par un de ses frères qui est aux arrêts. Certains témoins affirment que le présumé assassin qui est passé aux aveux à la police a frappé trois coups de bâton à la nuque du journaliste au moment où ce dernier s'apprêtait à se rendre au travail.

Des ONG s'opposent à la fermeture de la base de la Monusco à Walikale. Une vingtaine d'ONG s'opposent à la fermeture prévue dans les prochains mois de la base de la Monusco de Walikale (Nord-Kivu). Dans une lettre ouverte qu'elles ont adressée mardi 11 juillet au Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU en RDC, Maman Sidikou, ces organisations estiment que le territoire de Walikale a plus qu'avant besoin de la présence des casques bleus, au regard du regain de l'activisme des groupes armés dans la région. Dans cette correspondance, ces organisations insistent pour que la Monusco revienne sur sa décision de fermer sa base dans ce territoire, disant craindre qu'en cas d'une attaque contre la population après leur départ, que l'on accuse la mission onusienne « d'avoir abandonné les civils ». A défaut de rester sur place, ces ONG recommandent cependant à la Monusco de prendre des dispositions nécessaires en vue de la pérennisation des acquis de leur présence sur place avant tout désengagement.

Destitué de la mairie de Matadi, Jean-Marc Nzeyidio conteste. Jean-Marc Nzeyidio conteste sa destitution à la mairie de Matadi au Kongo-Central. Ce jeudi 13 juillet, le nouveau maire devait prendre possession de son bureau mais la cérémonie de remise et reprise n'a pas eu lieu. Le maire sortant ne s'est pas présenté. Jean-Marc Nzeyidio soutient que l'arrêté du ministre de l'Intérieur du 7 juillet qui le démet de ses fonctions viole la loi. Il estime qu'il ne peut être démis par un arrêté ministériel alors qu'il a été nommé par une ordonnance présidentielle. Dans l'entourage du nouveau maire Pathy Nzuzi, on conteste cette argumentation.

Violences au Kasai: l'ONU appelle à identifier les responsables. Il est essentiel d'identifier les responsables militaires et politiques des violences au Kasai, dans le cadre des enquêtes qui en déterminent les auteurs matériels, a assuré jeudi le Bureau conjoint de l'ONU aux droits de

l'Homme en RDC (BCNUDH). L'ONU a annoncé mercredi la découverte de 38 nouvelles fosses communes dans cette région du centre de la RDC, secouée depuis près de neuf mois par des violences, portant à 80 le nombre de fosses recensées par cette organisation. Pour M. Aranaz, l'argument selon lequel ces violences relèvent de "l'action isolée des membres indisciplinés des forces de sécurité n'est pas convainquant". « Il faut arrêter ces tueries », a-t-il ajouté. Selon l'ONU, les dernières fosses communes ont été recensées dans les régions de Diboko et de Sumbula, dans le territoire de Kamonia (sud-ouest). Les violences au Kasai ont causé la mort de plus de 3.000 personnes, d'après des chiffres rassemblés par l'Église catholique et environ 1,3 million personnes ont fui leurs foyers dans cette région, selon l'ONU. Ces violences qui impliquent des miliciens, des soldats et des policiers, ont débuté en septembre 2016, un mois après la mort de Jean-Pierre Mpandi, chef tribal sous le nom de Kamwina Nsapu, qui a ouvertement remis en cause l'autorité du gouvernement du président Joseph Kabila. Kamwina Nsapu a été tué lors d'une opération militaire.

Violences aux Kasai: Kinshasa réitère sa volonté de collaborer avec les enquêteurs onusiens. *«Le gouvernement maintient sa position de coopérer avec les experts des Nations unies qui sont attendus en RDC, mêmes les experts de différents pays qui souhaitent apporter leurs expertises comme les Etats-Unis l'ont fait».* Pour cette enquête, Lambert Mende a salué la présence déjà au pays des experts américains du Bureau fédéral d'enquête (FBI). *«Nous avons apprécié la présence parmi nous de deux experts du FBI américain qui ont aidé nos enquêteurs dans la recherche de l'exploitation des éléments concernant les deux enquêteurs des Nations unies qui avaient été assassinés sur la route de Tshimbulu dont le procès est en train de se dérouler à Kananga»*, a poursuivi le porte-parole du gouvernement congolais.

Tshopo: des forces de l'ordre accusées d'avoir emporté 100 bêtes à Yaelomba. La société civile du territoire d'Isangi accuse des policiers et militaires d'avoir emporté cent bêtes (porcs et chèvres), dans la localité de Yaelomba (Tshopo). Le président de cette structure, Joseph Basay a expliqué, jeudi 13 juillet à Radio Okapi, que ces forces de l'ordre étaient pourtant envoyées dans cette localité pour enquêter sur un cas de meurtre d'une personne accusée de vol. Les habitants de Yaelomba et environs, pris de peur face à l'intervention brutale de ces agents de l'ordre, ont fui, depuis six jours, dans la forêt. *«Ils ont pillé deux cent vingt-deux maisons qui sont restées inhabitées. Il y a 1300 personnes qui se sont déplacées en forêt et d'autres dans les villages voisins. Ils ont arrêté trois personnes : un infirmier, le chef du village et un notable»*, a indiqué Joseph Basay. Pour sa part, l'administrateur du territoire d'Isangi, Antoine Louwo, confirme les actes de ces hommes en uniforme.

Haut-Lomami: deux sectes réfractaires à la vaccination contre la poliomyélite. Les adeptes des sectes Kitawala et Postolo s'opposent à la campagne de vaccination contre la poliomyélite dans les aires de santé de Kitembo et Kibila, en territoire de Bukama (Haut-Lomami). Pour sa part, le chef de la chefferie Kikondja qui gère les deux aires de santé indique qu'il s'est déjà impliqué pour lutter contre toute résistance à la vaccination. Il invite les parents à faire vacciner leurs enfants. Dans le cas contraire, il promet de recourir aux mesures contraignantes lors de la période de ratissage qui sera organisé trois jours après la campagne en cours.

Vendredi 14 juillet.

Joseph Kabila nomme de nouveaux mandataires dans les entreprises publiques. Dans une ordonnance lue jeudi 13 juillet à la RTNC dans la soirée, le président Joseph Kabila a nommé de nouveaux membres des comités d'administration et de gestion dans dix entreprises publiques de la RDC. Selon cette ordonnance, des changements de la direction sont notamment signalés au sein de la SCTP, la REGIDESO, la SNEL, l'OGEFREM, la CVM,

l'ANAPI mais également la MIBA. Des entrées à noter sont notamment celles de l'ancien vice-premier ministre Daniel Mukoko Samba qui prend la tête de la SCPT et celle du porte-parole de la Majorité présidentielle André-Alain Atundu qui est nommé président du conseil d'administration de la SNEL.

Massacre de Mwanza Lomba: les militaires condamnés vont faire appel. Le collectif des avocats des militaires condamnés pour le massacre de Mwanza Lomba annonce que leurs clients vont faire appel du jugement devant la Haute cour militaire. Huit militaires congolais ont été condamnés par la cour militaire de Mbuji-Mayi la semaine passée pour cette affaire. «Nous avons estimé que la cour n'a pas pu motiver sa décision. Nous sommes obligés d'aller en appel contre cette décision», indique Me Jimmy Bashile, l'un des avocats des condamnés. Il demande que le procès au second degré soit envisagé «dans les prochains jours» pour que «l'on prenne toutes les dispositions possibles afin que nos clients, avec le collectif d'avocats se retrouvent à Kinshasa pour que le procès se déroule dans les meilleures conditions».

Vol du matériel de la SNCC: 1 personne condamnée à 7 ans de prison, 4 acquittés. Le tribunal de grande instance de Likasi a condamné jeudi 13 juillet une personne à 7 ans de prison et acquitté quatre personnes, accusées de vol du matériel de la Société nationale de chemin de fer du Congo (SNCC) et de destruction méchante du réseau électrique de la société. Le verdict prononcé dans la soirée prévoit également que la personne condamnée à 7 ans de prison paie 3 000 dollars américains de dommages et intérêts. Les quatre autres prévenus ont été acquittés faute de preuve. Pour sa part, l'avocat de la SNCC n'a pas apprécié la décision. Il considère que les sanctions sont insignifiantes au regard des préjudices subis par sa cliente. L'entreprise évalue le manque à gagner occasionné par le vol de son matériel à plus de 660 000 dollars américains. Son avocat estime que la justice devrait étendre son action pour arrêter les receleurs.

Lubumbashi : 14 bandits accusés de vol à main armée présentés par la police. Le commissariat de la police du Haut-Katanga et le commandement de l'armée dans la province ont présenté jeudi 13 juillet à la presse à Lubumbashi quatorze personnes accusées d'avoir commis des délits de banditisme dont des vols à main armée dans la ville. Sur les quatorze criminels, certains sont accusés d'appartenir à un réseau de voleurs des voitures. Un autre groupe est accusé d'avoir organisé la semaine dernière le vol d'une jeep au quartier Craa de Lubumbashi. D'après les forces de l'ordre, la plupart de ces marginaux ont été surpris avec des armes blanches ainsi que certains effets des militaires dont des bottes. Parmi les malfrats présentés à la presse, figure également un couple.

Haut Lomami: plusieurs personnes sont mortes de diarrhée et de vomissement à Bukama. Plusieurs personnes sont mortes de diarrhée et de vomissement ces derniers jours dans plusieurs villages du territoire de Bukama (Haut Lomami). Les sources médicales et administratives qui donnent cette information ne fournissent aucun chiffre. La dernière victime est morte mercredi 12 juillet. Ce problème de santé est causé par la consommation des eaux de rivière.

Haut Uélé: le gouverneur décide la relocalisation de 30 000 réfugiés. Environ 30 000 réfugiés, essentiellement des Sud-Soudanais, cantonnés depuis deux ans à Doruma et dans d'autres localités de Dungu seront bientôt relocalisés autour du chef-lieu du territoire. C'est ce qu'a décidé le gouverneur Jean-Pierre Lola Kisanga dans un arrêté signé le 6 juillet dernier. Ces réfugiés seront installés à 30 km de la cité de Dungu avant leur identification. Jean-Pierre Lola Kisanga motive sa décision par des «contraintes sécuritaires et infrastructurelles» qui ne

facilitaient pas le travail des humanitaires, notamment le HCR. Les zones où étaient localisés ces réfugiés jusque-là étaient difficile d'accès.

Nord-Kivu: les habitants de Mubi privés d'eau potable. Selon des sources de la société civile locale, les bornes fontaines installées par l'ONG locale GEAP et le Comité international de la Croix-Rouge sont en panne. La plupart des habitants de Mubi s'y approvisionnaient. Certains habitants s'approvisionnent auprès des personnes qui vendent de l'eau puisée dans des sources naturelles. Un bidon d'eau de 20 litres est vendu à 300 francs congolais (0,18 USD) D'autres qui s'approvisionnent au niveau des sources d'eau situées dans la périphérie de Mubi passent plusieurs heures pour tenter de se procurer quelques litres d'eau.

Attaque du marché central de Kinshasa : deux morts, selon la Police. Deux personnes ont été tués ce vendredi 14 juillet dans les affrontements qui ont opposé un groupe d'assaillants munis d'armes à feu et des machettes et les forces l'ordre au marché central de Kinshasa. Selon le colonel Pierrot Mwana Mputu, six policiers sont grièvement blessés notamment, précise-t-il, le chef pool OPJ du commissariat de police du marché central, la garde rapprochée de l'administrateur du marché central et le secrétaire du commandant commissariat de police du marché central, l'adjutant de compagnie.

Haut Lomami : des cas de diarrhées et vomissements enregistrés dans plusieurs villages. Des cas de diarrhée et vomissements sont répandus dans plusieurs villages et de la chefferie de Kikondja dans le territoire de Bukama(Haut Lomami), rapporte les sources médicales. Ces dernières notent aussi des décès de certains patients au centre de traitement de cholera au chef-lieu de la chefferie à Kipamba.

1200 fonctionnaires mis en retraite. Le Premier ministre a mis en retraite mille deux cent fonctionnaires et agents des différents ministères, dans une série des décrets signés le 10 juillet à Kinshasa. Ce processus de mise en retraite des agents et cadres de l'administration publique démarré depuis trois ans avec l'appui de la Banque mondiale qui a financé le départ de ces agents en retraite. Les retraités saluent cette mesure. Pour Jean Baptiste Sefu, président du syndicat des professionnels de l'administration publique, ce processus a été mené en toute transparence.

Samedi 15 juillet.

Germain Kambinga propose une transition de 18 mois pour régler la crise politique. Le président du parti politique «Liberté», Germain Kambinga, propose la mise en place d'une transition de 18 mois avec un gouvernement dirigé par une personnalité issue du parti de l'opposition UDPS pour mettre fin à la crise politique en RDC. L'ancien ministre de l'Industrie a demandé la reprise des négociations politiques sous l'égide des évêques catholiques avec un «format élargi». L'objectif de ces négociations sera d'inclure dans l'accord signé le 31 décembre 2016 par le pouvoir et l'opposition la désignation du porte-parole de l'opposition. Germain Kambinga propose également un «moratoire judiciaire pour les cas emblématiques comme celui du leader du G7».

Bunia: l'assassin du journaliste de la RTNC condamné à 20 ans de prison. Le tribunal de grande instance de Bunia en Ituri a condamné vendredi 14 juillet l'assassin du journaliste de la RTNC, Innocent Banga Karaba, à 20 ans de servitude pénale. Le condamné est en fait le frère du journaliste. Pendant le procès en flagrance, il avait reconnu avoir tué son frère mercredi 12 juillet pour une question d'héritage. Après l'audition de deux parties, les juges

ont condamné Archange Banga à 20 ans de prison, avec circonstances atténuantes, et au paiement de 20 000 dollars américains des dommages et intérêts.

Le Rassemblement dénonce l'interpellation d'une trentaine de ses militants à Lubumbashi. La police nationale congolaise a interpellé vendredi 14 juillet à Lubumbashi dans l'après-midi une trentaine de militants du Rassemblement de l'opposition, dénonce Gabriel Kyungu, responsable de cette coalition de l'opposition dans les provinces issues du démembrement du Katanga. Les militants interpellés revenaient d'une manifestation organisée par M. Kyungu dans sa résidence. Ils avaient pris place à bord d'un véhicule pour regagner leurs résidences respectives quand ils ont été. La police a saisi le véhicule qui transportait les militants. Elle ne souhaite pas, pour le moment, commenter cette affaire.

Le HCR «profondément préoccupé» par la poursuite des déplacements des civils au Kasai. Le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) s'est dit vendredi 14 juillet profondément préoccupé par la poursuite des violences et des déplacements de civils dans la région du Kasai, en République démocratique du Congo (RDC). Le conflit au Kasai, qui a commencé en 2016 entre un chef traditionnel local - Kamuina Nsapu - et les autorités de l'État, prend une plus grande ampleur avec l'apparition d'autres groupes armés qui commettent de graves atteintes aux droits de l'homme contre des civils. Le HCR estime à plus de 1,3 million le nombre de personnes déplacées dans cette région. Lors de récentes missions effectuées au Kwilu et au Lualaba - deux provinces limitrophes du Kasai - l'équipe du HCR a rencontré de nouveaux déplacés récemment arrivés dans un état extrêmement vulnérable. Des civils blessés ou mutilés par des coups de machette et par balle font partie des nouveaux déplacés arrivés dans un état de grande vulnérabilité. L'agence des Nations Unies pour les réfugiés commencera également dans les prochains jours à une première distribution d'articles ménagers de première nécessité à environ 20 000 personnes vulnérables dans la province de Lualaba.

Haut Uele: neutraliser la LRA, «objectif prioritaire de la Monusco et des Fardc». A l'issue d'une mission d'évaluation de la situation sécuritaire dans la province du Haut Uele, le commandant adjoint de la force de la Monusco, le général Commins, a déclaré que «neutraliser et mettre fin à la nuisance créée par les éléments LRA, est un objectif prioritaire pour la Monusco et les Fardc». Les rebelles ougandais de la LRA continuent de créer l'insécurité en RDC.

Nord-Kivu: des miliciens Mai-Mai occupent le village de Kipese. Des miliciens Mai-Mai occupent le village de Kipese dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu) depuis samedi 15 juillet dans la matinée. Les combattants Mai-Mai ont attaqué le village vers 5 heures (heure locale). Il s'agit des miliciens du groupe Mai-Mai Mazembe qui seraient venus du village Mubana qu'ils occupent depuis trois jours. Au Sud-Ouest du chef-lieu du même territoire de Lubero, les combattants du groupe Nduma Defense of Congo (NDC) Rénové qui ont repoussé des miliciens Mai-Mai Mazembe occupent les agglomérations de Kasugho et Kagheri. Les militaires qui y étaient déployés se sont repliés vers la cité de Lubero, il y a trois jours.

Mahagi: un responsable de l'EPSP accusé de financer la construction de son bureau par les enseignants. La société civile de Mahagi accuse le chef de la sous-division de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) de ce territoire d'exiger 5 000 francs congolais à chaque enseignant pour financer la construction de son bureau. En outre, la société civile accuse le même responsable d'avoir exigé 2 000 francs congolais à chaque directeur et préfet d'école pour participer à une réunion convoquée le 12 juillet dernier. Interrogé par Radio Okapi, Apollinaire Maeye répond que les enseignants ont convenu d'eux-

mêmes de verser chacun mensuellement 1 000 francs congolais pour contribuer à la construction du bureau de la sous-division dont les travaux sont, selon lui, «très avancés».

Bukavu : les femmes enceintes sensibilisées sur la prévention contre le paludisme. La division provinciale de la santé au Sud-Kivu a organisé ce samedi 15 juillet une campagne de sensibilisation pour prévenir le paludisme chez la femme enceinte dans les zones de santé de Miti-Murhesa et d'Idjwi. Ces zones de santé pilotes sont ciblées parce que la division provinciale de santé a constaté une faible participation des femmes enceintes au cycle normale de consultations prénatales afin de prévenir une éventuelle transmission de la maladie au fœtus. Le médecin chargé de la communication en matière de santé au sud Kivu, Dr Claude Bahizire renseigne que toute femme enceinte doit prendre quatre doses de médicaments qu'on donne pour prévenir le paludisme. Il recommande aux femmes enceintes de commencer tôt la consultation prénatale.

Ituri : les Hema et Lendu s'engagent pour une cohabitation pacifique. Les communautés Ente regroupant les Hema et Lori regroupant les Lendu, s'engagent à œuvrer pour la paix et la cohabitation pacifique dans le territoire de Djugu(Ituri). Elles ont pris cet engagement vendredi 14 juillet au cours d'un dialogue communautaire organisé par la coordination de la société civile de l'Ituri à Fataki, en présence du gouverneur de province de l'Ituri Jefferson Abdallah Penembaka, les députés nationaux et provinciaux du territoire de Djugu, des notables de toutes les communautés de cette entité et des confessions religieuses. Cette résolution permet de mettre fin à la haine tribale qui a entraîné, ces dernières semaines, la mort de trois personnes dans les deux ethnies, dont un prêtre catholique à Drodo au début du mois de juin.

RDC: le gouvernement envoie une aide humanitaire de 2,5 tonnes de médicaments aux déplacés de Dekese. Le gouvernement de la RDC a envoyé vendredi une aide humanitaire aux déplacés dans l'espace Kasai. Cette assistance estimée à 2,5 tonnes de médicaments est destinée à plus de 1200 ménages installés au territoire de Dekese. Le député national Evariste Vetshi qui a fait partie de la délégation qui a convoyé cette aide appelle les organisations nationales et internationales à appuyer le gouvernement dans ce secteur.